

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024

ÉQUIPE DE DROIT PUBLIC DE LYON

SOMMAIRE

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024

PUBLICATIONS

3

OUVRAGES

CHAPITRES D'OUVRAGES

ARTICLES

NOTES

COMMUNICATIONS DANS
UN CONGRÈS

ORGANISATION DE L'EDPL

49

SOUTENANCES DE THÈSES

PRIX, DISTINCTIONS NOMINATIONS

CHAIRE DE DROIT DES CONTRATS
PUBLICS

SUPPORT D.U., MASTERS ET
DOCTORATS

L'EDPL EN LIGNE

FONDS DOCUMENTAIRE

MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

34

COLLOQUES

CONFÉRENCES

LES AUTRES MANIFESTATIONS

ANNEXES

74

ORGANIGRAMME DE L'ÉQUIPE

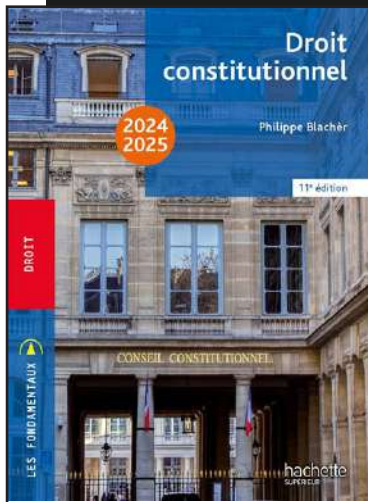
LES DIFFÉRENTS CENTRES DE L'EDPL

RAPPORT D'ÉVALUATION 2019

RAPPORTS D'ACTIVITÉS DE L'EDPL
2020 - 2023

PUBLICATIONS





Philippe Blachère, *Droit constitutionnel 2024-2025*, Hachette supérieur, 11^e éd., 2024, 164 p.



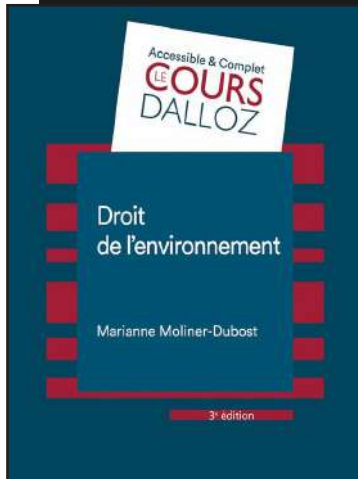
Philippe Blachère, Aïda Manougulan, Benjamin Lecoq-Pujade, *TD Droit constitutionnel*, Lexisnexis coll. objectif droit, 4^e éd., 2024, 350 p.



François Lichère, Laurent Richer, *Droit des contrats administratifs*, LGDJ, 13^e éd., 2024, 880 p.



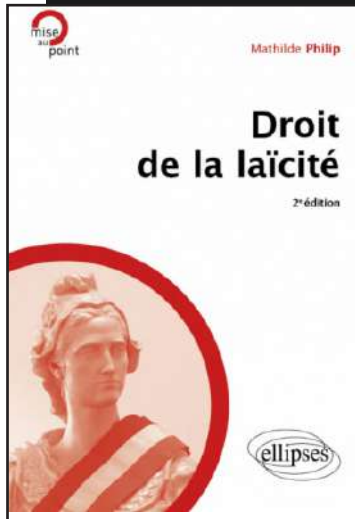
Damien Catteau, *Finances publiques 2024-2025. Droit budgétaire et comptabilité publique*, Hachette supérieur, 11^e éd., 2024, 168 p.



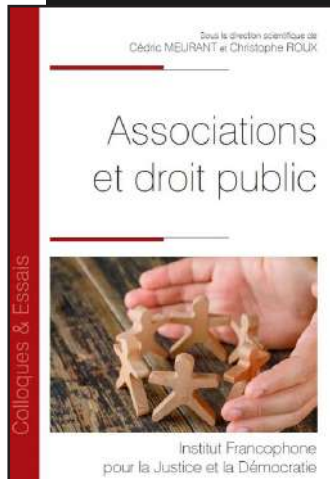
Marianne Moliner-Dubost, *Droit de l'environnement*, Dalloz, 3^e éd., 2024, 775 p.



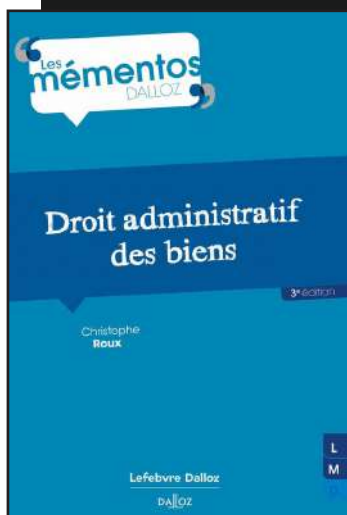
Cédric Mourant, *Droit des étrangers*, Lextenso-Gualino, Mémentos, 1^{re} éd., 2024, 256 p.



Mathilde Philip, *Droit de la laïcité*, Ellipses, 2^e éd., 2024, 296 p.



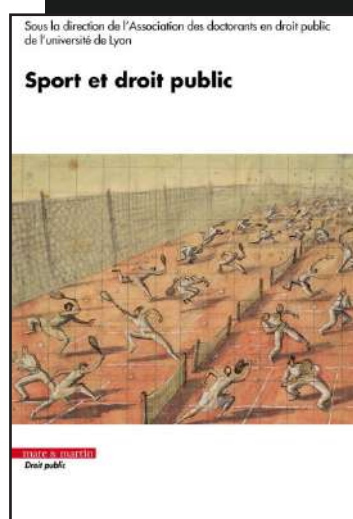
Cédric Meurant, Christophe Roux (dir.), *Associations et droit public*, IFJD, 2024, 312 p.



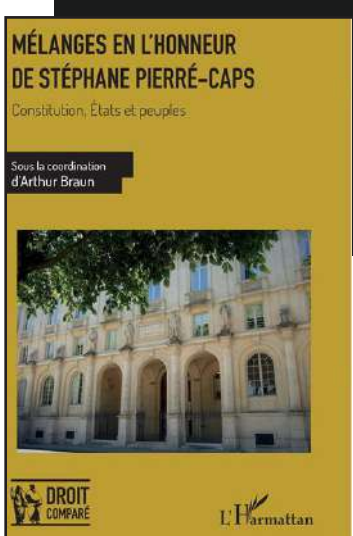
Christophe Roux, *Droit administratif des biens*, Dalloz-Lefebvre, Mémentos, 3^e éd., 2024, 266 p.



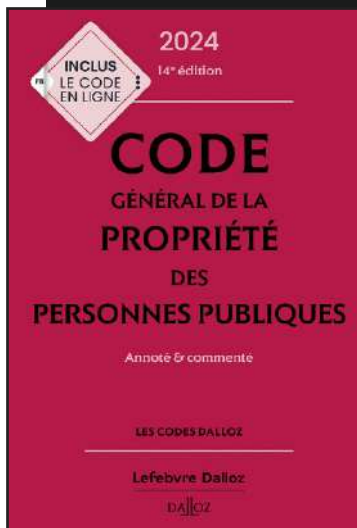
Grégory Bligh, Nicolas Sild (dir.), *Actualité du droit naturel : de la vitalité des doctrines aux impensés du droit*, Mare & Martin, 2024, 306 p.



Association des Doctorants en Droit Public (dir.), *Sport et droit public*, Mare & Martin, 2024, 162 p.



Arthur Braun, *Constitution, États et peuples : Mélanges en l'honneur de Stéphane Pierré-Caps*, avec É. Derdaele, P-A. Collot, L. Matala-Tala et M-F. Verdier, L'Harmattan, « droit comparé », 2024, 560 p.



Chamard-Heim Caroline, *Code général de la propriété des propriétés publiques*, avec F. Melleray, F. Brenet et Ph. Yolka, Dalloz, mai 2024.

Balnath Mohesh

- « Article 10 » et « Article 11 », in É. Dubout, G. Marti, D. Ritleng (dir.), *Acte portant élection des membres du Parlement européen au suffrage universel direct : commentaire article par article*, Bruylant, 2024, pp. 205-220.

Barbin Emilie

- « Articles 64, 65, 66, 67, 68 et 69 », Commentaires, in B. Bertrand (dir.), *Digital Services Act*, Bruylant, 2024.
- « Les prérogatives juridiques des associations », in C. Meurant, C. Roux (dir.), *Associations et droit public*, IFJD, 2024, p. 151.
- « La présomption de préjudice moral en droit administratif », in A. Tardif (dir.), *Présomptions et responsabilités Approches de droit comparé (france, angleterre, italie, pologne, canada)*, Mare & Martin, 2024.

Blachèr Philippe

- « L'exécutif », in J-P. Derosier (dir.), *65 ans de la Ve République : une analyse prospective de la Constitution, Propositions du Greci Groupe de réflexion sur l'évolution de la Constitution et des institutions*, Lexisnexis, 2024.
- « Les partis politiques au service de l'action publique ? », in C. Meurant, Ch. Roux (dir.), *Associations et droit public*, Lextenso LGDJ, 2024, pp.135-147.

Bonjour Jocelyn

- « La prise en compte par le droit de la sécurité d'approvisionnement en énergie des contraintes physiques inhérentes aux sources et formes d'énergie et des limites thermodynamiques de l'efficacité énergétique », in B. Le Baux-Ferrarese (dir.), *Le droit de la sécurité d'approvisionnement énergétique dans l'Union européenne*, Larcier, 2024, pp. 21-30.

Braun Arthur

- « La Suisse, nation par volonté », in A. Braun, É. Derdaele, P-A Collot, L. Matala-Tala et M-F. Verdier (dir.), *Constitution, États et peuples : Mélanges en l'honneur de Stéphane Pierré-Caps*, L'Harmattan, « droit comparé », 2024, pp. 71-77.

Catteau Damien

- « Chronique financière », section « L'activité de la Cour des comptes européenne en 2023 », in C. Blumann, F. Picod (dir.), *Annuaire de droit de l'Union européenne 2023*, éd. Panthéon-Assas, déc. 2024.
- « Repenser la géométrie de la démarche de performance dans le système budgétaire français », in G. Pekassa Ndam (dir.), *Variations autour de la performance dans l'État*. Mélanges en l'honneur du Pr. Nicaise Médé, Coll. Harmattan Sénégal, Vol. 1, oct. 2024, pp. 125-140.
- « Chronique financière », section « L'activité de la Cour des comptes

européenne en 2022 », in C. Blumann, F. Picod (dir.), *Annuaire de droit de l'Union européenne 2022*, éd. Panthéon-Assas, févr. 2024, pp. 1003-1024.

Couillerot Jérôme

- « Hayek et les libertariens : quelques jalons historiques. » in L. Desmedt, B. Quiriny (dir.), *Regards croisés sur Hayek*. Droit, économie, philosophie, éd. Matériologiques, coll. « E-conomiques », p.69-84.

Dort Aurélie

- « L'exécution du budget de l'Union européenne en 2022 », in L. Stankiewicz et alii., « Chronique financière », *Annuaire de Droit de l'Union européenne 2023, 2024*.

Lamy Valentin

- « Des “faux jumeaux” dans un “moment”. Les arrêts Commune de Béziers au cœur des mutations contemporaines du contentieux contractuel », in M. Charite et N. Duclos (dir.), *Les arrêts jumeaux en droit administratif*, L'Harmattan, 2024, p. 247.

Lichère François

- « Mandatory Requirements in Public Procurement Law: The Role of Remedies, Courts and Public Interest Litigation » (Avec Oriane Sulpice), in W. Janssen, R. Caranta (dir.), in *Mandatory Sustainability Requirements in EU Public Procurement Law, Reflections on a Paradigm Shift*, Bloomsbury Publishing, 2024.

Menezes Fernando

- « Brésil et résilience démocratique », in J. Baechler et A. Escudier (dir.), *Résilience démocratique: éléments de sociologie historique*, Hermann, 2024, pp. 239-256.
- « A posição dos municípios na Federação Brasileira », in I. Gandra Martins, L. de Castro, B. E. Fellous et I. Berdugo (dir.), *Debates em torno da proposta de uma nova Constituição do Prof. Modesto Carvalhosa*, Quartier Latin, 2024, pp. 145-156.
- « Responsabilidade civil do estado no âmbito de medidas de enfrentamento da pandemia », in A. G. de Castro Mendes, G. Binenbojm et J. S. Carvalho Filho (dir.), *Estudos em homenagem a Sérgio de Andréa Ferreira*, GZ, 2024 (avec A. A. Miranda).
- « Les lois mémorielles au Brésil, à l'aune de l'expérience française », in F. Faberon, C. Benestroff et A. Paturet (dir.), *Mémoire(s), valeurs et transmission : Préserver et transmettre, Recherches sur la cohésion sociale*, 2024, pp. 91-104 (avec N. N. M. Rodrigues).

Mongoin David

- « La Rule of Law comme Law of Rule. On the Road again avec Friedrich Hayek », in B. Quiriny, L. Desmedt (dir.), *Regards croisés sur Hayek. Droit, économie, philosophie*, éd. Matériologiques, coll. « E-conomiques », 2024, pp. 7-27.
- « Le droit naturel dans la construction du droit administratif », in G. Bligh, N. Sild (dir.), *Actualité du droit naturel : de la vitalité des doctrines aux impensés du droit*, Mare & Martin, coll. « Le sens de la science », 2024, 12 p.

Marcovici Emilie

- « L'association au sein de l'administration », in C. Meurant, Ch. Roux (dir.), *Associations et droit public*, IFJD, coll. « Colloques et essais », 2024, pp. 201-215.

Moliner-Dubost Marianne

- « La charge des aérosols dans l'atmosphère », in M. Dreyfus (dir.), *Le droit français aux prises avec les limites planétaires*, Mare & Martin, 2024, pp. 229-245.
- « Le développement des zones à faibles émissions mobilité », in L. De Fontenelle et S. Martin (dir.), *Le droit des mobilités*, LexisNexis, 2024, pp. 317-324.
- « L'association environnementale », in Ch. Roux et C. Meurant (dir.), *Associations et droit public*, IFJD - Institut Louis Joinet, Lextenso LGDJ, 2024, pp. 119-134.
- « Carte de bruit » (actualisation), in J.-F. Struillou (coord.), *Dictionnaire de droit de l'urbanisme*, Le Moniteur, 4e éd., 2024.
- « Charte des parcs naturels régionaux » (actualisation), in J.-F. Struillou (coord.), *Dictionnaire de droit de l'urbanisme*, Le Moniteur, 4e éd., 2024.
- « Nuisances » (refonte), in J.-F. Struillou (coord.), *Dictionnaire de droit de l'urbanisme*, Le Moniteur, 4e éd., 2024.
- « Parcs naturels régionaux » (actualisation), in J.-F. Struillou (coord.), *Dictionnaire de droit de l'urbanisme*, Le Moniteur, 4e éd., 2024.
- « Recul du trait de côte » (création), in J.-F. Struillou (coord.), *Dictionnaire de droit de l'urbanisme*, Le Moniteur, 4e éd., 2024.
- « Sols argileux (création), in J.-F. Struillou (coord.), *Dictionnaire de droit de l'urbanisme*, Le Moniteur, 4e éd., 2024.
- « Risques technologiques » (refonte), in J.-F. Struillou (coord.), *Dictionnaire de droit de l'urbanisme*, Le Moniteur, 4e éd., 2024.
- « Plan climat-air-énergie territorial » (refonte), in J.-F. Struillou (coord.), *Dictionnaire de droit de l'urbanisme*, Le Moniteur, 4e éd., 2024.
- « Plan de gêne sonore » (actualisation), in J.-F. Struillou (coord.), *Dictionnaire de droit de l'urbanisme*, Le Moniteur, 4e éd., 2024.
- « Plan d'exposition au bruit » (actualisation), in J.-F. Struillou (coord.), *Dictionnaire de droit de l'urbanisme*, Le Moniteur, 4e éd., sept. 2024.
- « Plans de prévention des risques technologiques » (actualisation),

in J.-F. Struillou (coord.), *Dictionnaire de droit de l'urbanisme*, Le Moniteur, 4e éd., 2024.

- « Plan de prévention du bruit » (actualisation), in J.-F. Struillou (coord.), *Dictionnaire de droit de l'urbanisme*, Le Moniteur, 4e éd., 2024.
- « Végétalisation » (création), in J.-F. Struillou (coord.), *Dictionnaire de droit de l'urbanisme*, Le Moniteur, 4e éd., 2024.
- « Zone à faibles émissions » (création), in J.-F. Struillou (coord.), *Dictionnaire de droit de l'urbanisme*, Le Moniteur, 4e éd., sept. 2024.

Philip-Gay Mathilde

- « La responsabilité pénale du Chef de l'État russe pour le crime d'agression commis contre l'Ukraine », in H. Flavier et P-F. Laval (dir.), *Ukraine : une guerre européenne?*, Pedone, 2024, pp. 99-118.

Ricou Benjamin

- « Quels privilèges financiers et fiscaux pour les associations ? », in C. Meurant et Ch. Roux (dir.), *Associations et Droit public*, IFJD, 2024, pp. 165 et s.
- « Taxation forfaitaire du revenu d'après le train de vie », JurisClasseur Procédures fiscales, fasc. 365, 2024, 58 p.
- « Chronique jurisprudentielle annuelle de procédures fiscales », *REIDF* 2024, n° 1, p. 94.

Roux Christophe

- « Les libertés économiques : le point de vue du droit administratif (L'équilibre général, les restrictions, les pistes) », in V. Le Bihan et J. Heymann (dir.), *Les libertés économiques face aux défis du 21e siècle : Quel équilibre jurisprudentiel ?*, Colloque Lyon 2, 30 nov. 2023, <https://transversales.org/>
- « L'identification de l'appropriation étrangère (publique) », in F. Tarlet (dir.), *Les biens publics à l'étranger*, Dalloz, Thèmes & Commentaires, 2024, p. 129.
- « Penser la boîte à outil du juge administratif, Rapport français », in F. Delaporte, J. Mendes et E. Stoppioni (dir.), *Perspectives croisées sur le droit administratif luxembourgeois*, Legitech, 2024, p. 273.
- « Le droit de la rue. Une lecture au travers de Tintin », in J. Heymann (dir.), *Tintin en droit. Regards de juristes sur Les aventures de Tintin*, LexisNexis, 2024, p. 275.
- « AOT et free-floating », in L. de Fontenelle et S. Martin (dir.), *Le droit des mobilités*, LexisNexis, 2024, p. 501.
- « Les libertés de réunion et de manifestation », in R. Cabrillac (dir.), *Libertés et droits fondamentaux*, Dalloz, CRFPA 2024, p. 432.

Saoudi Messaoud

- « Taxation internationale des ressources naturelles : quelle régulation fiscale mondiale ? », in R. Ben Achour, H. Gueldich, M. Zani (dir.), *Gouvernance des ressources naturelles et ordre économique international. Aspects internationaux, environnementaux et humanitaires*, Latrach édition Tunis, 2024, pp. 213-226.
- « L'aide européenne à l'Ukraine en guerre. Une aide financière conditionnée et/ou une aide militaire inconditionnelle ? », *Annuaire 2024 du droit de la sécurité et de la défense*, Mare & Martin, pp. 151-159.
- « La facilité pour l'Ukraine : un instrument de soutien financier et/ou de réforme ? », in C. Blumann, F. Picod (dir.), *Annuaire de droit de l'Union européenne (2023)*, éd. Panthéon-Assas, ADUE, déc. 2024.

Stankiewicz Lukasz

- « L'assistance administrative internationale en matière de recouvrement », in L. Ayrault (dir.), *Le recouvrement de l'imposition*, IRJS éditions, coll. Bibliothèque de l'IRJS André Tunc Actes, 2024, pp. 167-183.
- « Rapport au nom de la branche française de l'IFA au congrès du Cap de 2024 » (avec F. Teper), in J. Hattingh, P. Hongler (dir.), *Cahiers de droit fiscal international. Finding The Meaning Of Nexus For Taxes: Past, Present And Future*, IFA, 2024, pp. 411-445.
- « Chronique financière » (avec A. Dort, M. Saoudi, Ch. Ballandras-Rozet, D. Catteau), in C. Blumann, F. Picod (dir.), *Annuaire de droit de l'Union européenne 2023*, Éditions Panthéon-Assas, 2024, pp. 666-673.

Testard Christophe

- « L'enquête publique au service de la participation et de l'information du public », in V. Boucher, S. Seu (dir.), *L'enquête en droit public*, Mare et Martin, 2024, p. 67.
- « La participation du public en matière environnementale, un modèle aux allures de cage dorée », in J.-P. Boivin, Ch. Huglo (dir.), *Florilèges du droit de l'environnement*, La mémoire du droit, 2024, p. 385.
- « L'association, porte-parole local », in C. Meurant, Ch. Roux (dir.), *Association et droit public*, IFJD, 2024, p. 217.

Youhnovski Sagon Anne-Laure

- « La liberté d'association, une liberté contrôlée ? », in C. Meurant, Ch. Roux, (dir.), *Associations et droit public*, IFJD, 2024, pp. 39-54.

Balnath Mohesh

- « De l'élection marathon d'un président d'assemblée à sa destitution éclair », *RFDC*, 2024, n° 138, p. 481.

Barbin Emilie

- « Le consentement à l'impôt », *Dr. adm.*, 2024, 10, alerte 100.
- « La désobéissance administrative », *Dr. adm.*, 2024, 4, alerte 39.
- « Les modifications correctrices », *Contrats publics, Groupe Moniteur*, 2024, n° 256, p. 55.
- « Précisions récentes autour du contentieux contractuel de l'exécution », *Contrats publics, Groupe Moniteur*, 2024, n°253, p. 40.s
- « Les intérêts sauvés. L'office du juge administratif », *RDP*, 2024, p. 168.
- « La notion d'enquête en droit administratif », *Revue du CMH*, 2024.

Bernard Cédric

- « Digitalisation de la commande publique : état des lieux et perspectives d'évolution », *CMP*, 2024, n° 6, étude 5.

Blachèr Philippe

- « Peut-on encore employer le mot démocratie en droit constitutionnel ? », *JCP G*, 2024, n° 39, p. 1131.

Braun Arthur

- « Être mauvais perdant dans une démocratie consensuelle ? Déclin de la concordance et instrumentalisation des outils de la démocratie directe en Suisse », *Nomopolis : Revue internationale de Droit et de Science Politique*, 2024, n° 2.

Chamard-Heim Caroline

- « Le difficile maniement du critère du contrôle de la gestion d'une personne privée par un pouvoir adjudicateur », *CMP*, fév. 2024, n° 2, p. 1.
- « Du rôle de la volonté dans l'identification du domaine public immobilier », *CMP*, juill. 2024, n° 7, p. 1.

Catteau Damien

- « Les budgets locaux verts : simple instrument de pilotage de politiques publiques locales et/ou un instrument financier innovant ? », *Gestion et Finances publiques*, n° 1, janv. 2024, pp. 8-14.

Dort Aurélie

- « Le perfectionnement du contrôle de constitutionnalité des lois de financement de la Sécurité sociale », 2024, *Titre VII*.
- « Le volet fiscal de la LFSS pour 2024, un focus sur les articles 16 et 28 de la LFSS », *Droit social*, n°3, 2024, pp.224-229.
- « Les dépenses de la Sécurité sociale à l'épreuve du Covid-19 », *RFFP*, 2024, n°165, p.35.

Lamy Valentin

- « Le contrôle préfectoral de la légalité des contrats de la commande publique », *Les Cahiers Portalis 2024*, n° 13, p. 163.
- « Les contrats publics de stade en miettes », *Cahiers de droit du sport*, 2024, n° 65, p. 69.

Lassale Alice

- « De Big Brother à Big Data : l'avenir de la police administrative à l'ère de la vidéosurveillance intelligente », *RFDA* 2024. p. 955.
- « La communication administrative informelle : une mission de service public ? », *RFDA* 2025 (à paraître).

Lichère François

- « Le droit administratif vu par l'entreprise », table ronde avec Claudie Boiteau — Nicolas Boulouis — Marta Franch — François Lichère — François Molinié, *RFDA*, 2024, p. 43.
- « Judicial review of coronavirus measures in the United Kingdom and France », 58 *Ga. L. Rev.* 1281, 2024, (avec Duncan Fairgrieve).

Marcovici Émilie

- « Droit disciplinaire des enseignants-chercheurs : le difficile équilibre entre l'indépendance des enseignants-chercheurs et la protection des valeurs de l'université », *AJFP*, 2024, n°6, pp. 330-334.
- « Les couronnements en Grande-Bretagne : histoire de la célébration d'un pacte entre le monarque et le peuple sous le regard de Dieu », *RFDC*, 2024, n°139, pp. 609-633.

Meurant Cédric

- « La simplification impossible du contentieux de l'éloignement », *AJDA*, 2024, pp. 676-681.
- « Le nouvel office de l'administration après la loi immigration et intégration », *JCP A*, 25 mars 2024, n° 12, n° 2082, pp. 31-40.
- « Les intérêts dans l'appréciation de la recevabilité », *RDP*, 2024, n° 2, pp. 161-164.
- « La CCSP est morte. Vive le TSP ! », *Dr. Voirie*, sept.-oct. 2024, n° 240, p. 129.
- « Éloigner les étrangers en situation irrégulière vers des États tiers : que dit le droit ? », *Le Blog du Club des Juristes*, 22 oct. 2024.

Moliner-Dubost Marianne

- « COP28. L'opérationnalisation a minima du Fonds « Pertes et Préjudices » », (étude co-écrite avec S. Lavorel), *Énergie - Environnement - Infrastructures*, févr. 2024, étude 5.
- « L'économie circulaire et les déchets dans la loi Industrie verte », *in* dossier « loi relative à l'industrie verte » *AJCT*, mars 2024, p. 142.
- « Stocamine : après vingt ans d'atermoiements, l'urgence à confiner définitivement les déchets est finalement caractérisée. À propos de la

décision du Conseil d'État du 16 février 2024, n° 489591, Sté Les Mines de potasse d'Alsace », *Énergie - Environnement - Infrastructures*, avr. 2024, étude 12.

- « L'immobilier de l'État, «angle mort de la politique d'adaptation au réchauffement climatique» », obs. ss Cour des comptes, Rapport public 2024, chapitre 6, *JCP A*, 6 mai 2024, n° 2131.
- « L'adaptation du droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels fait régresser la protection de l'environnement ! », note ss Loi n° 2024- 346 du 15 avr. 2024 visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels, *Énergie - Environnement - Infrastructures*, juin 2024, comm. 65.

Murgue-Varoclier Paul-Maxence

- « La vente d'un immeuble public à son affectataire privé », *AJDA* 2024 p. 2307.
- « BEA obligatoire sur le domaine privé : état d'une (divergence de) jurisprudence », *JCP N*, 2024, n° 1216.
- « Les dons et legs aux personnes publiques en question(s) », *Dr. Voirie*, 2024, p. 182.
- « Le droit de priorité des riverains », *RFDA*, 2024, p. 867.
- « La théorie maximaliste de la domanialité publique par anticipation », *JCP N*, 2024. n° 899.
- « La sous-occupation du domaine public en question(s) », *Dr. Voirie*, 2024, p. 119.
- « Les fausses promesses des personnes publiques », *JCP N*, 2024, n°420.
- « La vente d'un fonds de commerce sur le domaine public en question(s) », *Dr. Voirie*, 2024, p. 53.
- « L'expropriation contre soi-même », *AJDA*, 2024, p. 189.
- « L'amodiation dans les parcs publics de stationnement », *JCP A*, 2024, n° 2010.
- « Les promesses de vente ou de constitution de droits réels civils sur le domaine public en question(s) », *Dr. Voirie*, 2024, p. 22.

Philip-Gay Mathilde

- « Liberté d'enseignement et laïcité », *Titre VII - Les Cahiers du Conseil constitutionnel*, 2024, n° 12, pp. 304-318.

Roux Christophe

- « Mobilités urbaines et propriété publique », *RFDA*, 2024-6, p. 1070.
- « Les lieux de culte au sein des établissements de santé », Actes du colloque « Laïcité, fait religieux et santé » (M. Girer, G. Rousset, A.-L. Youhnovski-Sagon [dir.]), *Revue Droits et religions*, 2024, n° 19, en cours de parution.
- « Si Paris (m') était compté », *Dr. Voirie*, mars-avril 2024, n° 237, Tribune, p 33.
- « Ouvrages et travaux publics (aout 2023 - juin 2024) », *Dr. Voirie*, 2024, sept.-oct., n° 240, p. 152.

- « Domaine public et privé (janv.- déc. 2023) », *Dr. Voirie*, 2024, mai-juin, n° 238, p. 86.

Saoudi Messaoud

- « Les budgets verts locaux : quelles modalités pour quelles finalités ? », Actes de colloque du 17 novembre 2023, *Gestion & Finances publiques*, n°1, 2024/I, pp 5-54.
- « La communication extra-financière locale sur le développement durable. L'exemple géographique drômois en France », *Gestion & Finances publiques*, n°6, 2024, pp 46-53.

Stankiewicz Lukasz

- « Les droits du contribuable lors d'un échange de renseignements sur demande : point de vue français », *Fiscalité internationale*, 2024, n°1, pp. 19-25, (avec T. Viu).
- « Les droits des contribuables dans les procédures d'assistance administrative internationale au recouvrement », *Fiscalité internationale*, 2024, n°1, pp. 66-77, (avec T. Viu).
- « La réforme de la TVA sur les œuvres d'art : une révolution inattendue », *Revue européenne et internationale de droit fiscal*, 2024, n°1, pp. 21-31.
- « 2023 : L'année de la refonte de la TVA sur l'art », *Journal des arts* 2024, n°632, pp. 33-36.
- « Imposition des sportifs dans un contexte international : résidence fiscale, répartition du droit d'imposer, élimination de la double imposition », *Fiscalité Internationale* 2024, n°2, pp. 21-29, spéc. « II. Répartition du droit d'imposer et imposition des sportifs non-résidents », pp. 25-28, (avec B. Lignereux).

Testard Christophe

- « Les procédures de participation du public. Une décision administrative suscitant l'intérêt ? », *RDP*, 2024, n° 2, p. 150.
- « La loyauté de l'enquête administrative : les détours d'une évidence », in AFDA-AFDP (dir.), « L'enquête », *Revue du CMH*, 2024, n° 27.
- « La distinction des emplois administratifs et politiques : analyse théorique et pratique d'une ambivalence », étude co-écrite avec J. Creveaux, *AJFP*, 2024, n° 10, p. 493.

Untermaier-Kerléo Élise

- « L'adaptation du dispositif anti-corruption aux communes et à leurs groupements », *JCP A*, 16 déc. 2024, aperçu rapide, n° 619.
- « Chronique de déontologie de la vie publique locale », Actualités de janvier à juin 2024, avec Pierre Villeneuve et Luc Brunet, *JCP A*, n° 42, 21 oct. 2024, n° 2281.
- « Conflits d'intérêts des élus locaux : ne faisons pas marche arrière », *AJCT*, 20 juil. 2024, p. 389.

- « Chronique de déontologie de la vie publique locale », Actualités de juill. à déc. 2023, avec Pierre Villeneuve et Luc Brunet, *JCP A*, n° 15, 15 avril 2024, n° 2103.
- Rapport d'activité du Comité de déontologie et d'éthique de la Métropole européenne de Lille, mars 2023 : <http://extranet.cdg69.fr/referent-deontologue>.
- Rapport d'activité 2023 du référent déontologue et laïcité du centre de gestion du Rhône et de la Métropole de Lyon : <http://extranet.cdg69.fr/referent-deontologue>.

Youhnovski Sagon Anne-Laure

- « La procréation artificielle à la croisée des droits », *RTDH*, 2024, n° 139, p. 623-642.
- « Utiliser la vie pour éviter la mort : le don et le « bébé médicament » », *RGDM*, 2024, n° 93, pp. 115-122.
- « Liberté d'avorter, j'écris ton nom », *JCP A*, 2024, n° 10, act. 135.

Barbin Emilie

- « La régularisation connaît (par exception) des limites », note sur CE, 14 juin 2024, n° 475559, *Établissement public d'aménagement Euroméditerranée*, JCP A, 2024, n° 35, n° 2240.

Chamard-Heim Caroline

- « Calcul de l'indemnité due au concurrent non retenu à un marché public illégal », note sous CAA Marseille, 16 oct. 2023, n° 19MA03272, *Sté SMA Vautubière*, CMP janv. 2024, comm. 3, p. 25.
- « Référé-provision : l'examen du caractère non sérieusement contestable de l'obligation », note sous CE, 10 oct. 2023, n° 471091, *Sté Citétech-Citéquip et Sté Travaux électriques du midi*, CMP janv. 2024, comm. 26, p. 41.
- « Il faut avoir un titre d'occupation pour relever du pouvoir de coordination des travaux exécutés sur des voies communales », note sous CE, 25 oct. 2023, n° 471052, *Sté Villa Les Guilands*, CMP fév. 2024, comm. 46, p. 33.
- « Les tarifs de pilotage dans les ports maritimes sont des redevances pour service rendu », note sous CAA Marseille, 28 nov. 2022, n° 20MA02723, *SAS Corsica Ferries*, CMP fév. 2024, comm. 47, p. 34.
- « La théorie maximaliste des biens de retour est conforme à la CEDH », note sous CEDH, 5 oct. 2023, n° 24300/20, *SARL Couttolenc Frères, Dr. voirie*, janv.-févr. 2024, n° 236, p. 12.
- « Le Conseil d'État précise l'étendue de la compétence du maire en matière de délivrance de titres d'occupation privative du domaine public », note sous CE, 21 déc. 2023, n° 471189, *M. A. et a. c. Cne Clomot*, JCP A 2024, comm. n° 2035.
- « Précisions sur la production des attestations fiscales et liées aux salariés étrangers employés pour candidater aux marchés publics », note sous CAA Douai, 21 déc. 2023, n° 22DA01773, *OPH des communes de l'Oise*, CMP mars 2024, comm. n° 64, p. 23.
- « Quelles sont les autorités compétentes pour conclure le contrat d'occupation d'un bien communal ? », note sous CE, 21 déc. 2023, n° 471189, *M. A. c. Cne de Clomot*, CMP mars 2024, comm. n° 83, p. 36.
- « Domanialité privée d'un immeuble affecté à une association sportive : compétence judiciaire pour l'expulsion », note sous CE, 11 janv. 2024, n° 468855, *Cne de Saint-Dizier*, CMP, avril 2024, comm. n° 113, p. 31.
- « La contestation par un tiers du refus de résilier un bail portant sur le domaine privé forestier relève du juge administratif », note sous TC, 4 déc. 2023, n° 4294, *ONF c. Assoc. intercommunale de chasse agréée de Fosse-Vira*, CMP avril 2024, comm. n° 114, p. 32.
- « Délégation de signature du président du conseil régional aux fins de saisir le tribunal administratif de poursuites pour contravention de grande voirie », note sous CE, 16 fév. 2024, n° 475220, *Région Occitanie c/ Sté Varadero Vinaros*, CMP mai 2024, comm. n° 139, p. 29.
- « En l'absence de texte le permettant, la personnalité morale ne saurait justifier une augmentation du montant des amendes pour

contravention de grande voirie », note sous CE, 5 fév. 2024, n° 475508, Min. *Transition écologique et cohésion des territoires c. SAS LOK*, *CMP* mai 2024, comm. n° 140, p. 30.

- « A qui appartiennent les infrastructures de télécommunications établies avant le 1er juillet 1996 ? », note sous CE, 18 mars 2024, n° 470162, *Sté Orange*, *CMP* juin 2024, comm. n° 168, p. 24.
- « Gratuité de la mise à disposition d'un local du domaine public communal à une association pour l'exercice d'un culte : vers un droit domanial spécial », note sous CE, 18 mars 2024, n° 471061, *Cne de Nice*, *CMP* juin 2024, comm. n° 169, p. 25.
- « Principe de non-compensation des recettes publiques et certificats d'économie d'énergie », note sous TA Pau, 29 mars 2024, n° 2101576, *Sté EDF*, *CMP* juill. 2024, comm. n° 183, p. 15.
- « Rythme de perception et prescription des indemnités pour occupation irrégulière du domaine public », note sous CE, 15 avril 2024, n° 470475, *A. c. SA SNCF*, *CMP* juill. 2024, comm. n° 196, p. 25.
- « Cour de cassation et domaine public immobilier : y a-t-il un pilote dans l'avion ? », note sous Cass. com., 23 mai 2024, n° 22-24.564 et n°22-24.565, *Sté Egide*, *JCP A* 2024, n° 2218, p. 13.
- « Pas de paiement de prix en l'absence de contrat », note sous CAA Nancy, 14 mai 2024, *SAS Ambulance et taxis des quatre villages*, *CMP* août-sept. 2024, comm. n° 214, p. 24.
- « Quand la Cour de cassation découvre un nouvel élément du domaine public mobilier », note sous Cass. com., 23 mai 2024, n° 22-24.564 et n°22-24.565, *Sté Egide*, *CMP* août-sept. 2024, comm. n° 226, p. 29.
- « Parcs publics de stationnement souterrains, éléments du domaine public routier : compétence judiciaire pour l'expulsion », note sous TC, 17 juin 2024, *Ville de Paris*, *CMP* oct. 2024, comm. 253.
- « Domanialité publique d'une base lacustre de loisirs : expulsion en référé », note sous CE, 17 juin 2024, *Sté Nautic Loisirs Méditerranée*, *CMP* oct. 2024, comm. 254.
- « Accession gratuite par le propriétaire du domaine public des constructions réalisées par l'occupant et conformité à la liberté d'établissement », note sous CJUE, 11 juill. 2024, aff. C-598/22, *Società Italiana Imprese Balneari*, *CMP* nov. 2024, comm. 279, p. 29.
- « Compétence judiciaire pour la restitution de loyers indûment perçus par une commune pour l'occupation (virtuelle) de son domaine privé », note sous TC, 8 juill. 2024, n° 4315, *F. c. Cne Coaraze*, *CMP* déc. 2024, comm. n° 309, obs. p. 35.

Chronique Un an de fiscalité des contrats publics, CMP juin 2024, Chron. 4, p. 11

- « Non-assujettissement à l'IS des EHPAD publics à vocation sociale : confirmation du Conseil d'État », CE, 12 juill. 2023, *EHPAD Le Parc et l'Ostal de Garona* ; CAA Bordeaux, 19 déc. 2023, *EHPAD Séguin* ; CE, 7 avril 2023, *EHPAD Résidence des Prés*.
- « Non-assujettissement à la TVA des prestations hôtelières exercées par les EHPAD publics à vocation sociale », CE, 7 avril 2023, *EHPAD*

- *Résidence des Prés* ; CAA Bordeaux, 19 déc. 2023, *EHPAD Séguin* ; CAA Lyon, 16 nov. 2023, *EHPAD de l'Aumance* ; CAA Douai, 14 sept. 2023, *EHPAD Dronsart* ; CE, 12 juill. 2023.
- « Non-assujettissement à la TVA de l'EHPAD géré par un centre hospitalier : Vire, suite et fin », CE, 7 avril 2023, *CH de Vire* ; CAA Versailles, 19 sept. 2023, *CH départemental G. Daumézon* ; CE, 7 avril 2023, *CH de l'agglomération montargoise*.
- « Gestionnaire portuaire public et secteurs de TVA », CAA Douai, 20 avril 2023, *Synd. Mixte régional des ports de Caen-Ouistreham*.
- « Assujettissement à la TVA d'un syndicat mixte pour ses activités de prestation informatiques », CAA Nancy, 11 mai 2023, *SIDEC du Jura*.
- « La TVA doit faire partie de l'indemnité due à raison des désordres affectant un immeuble affecté à une activité non-assujettie à la TVA », CAA Lyon, 22 juin 2023, *Com. Agglo. Ouest rhodanien*.
- « Non-assujettissement à la TVA de la location d'équipements publics sportifs », CAA Bordeaux, 17 oct. 2023, *Cne de Chauray*.
- « CFE - L'assujettissement des ports de plaisance est fondé sur le nombre de postes d'amarrage, même s'ils ne sont pas des propriétés bâties ni des propriétés publiques », CAA Toulouse, 26 janv. 2023, *Régie autonome du port de plaisance de Port-Camargue*.
- « CVAE - Appréciation du loyer non déductible dans une délégation de service public et non-déductibilité de la part variable de la redevance domaniale », CE, 21 déc. 2023, 1ère esp. *Min. Comptes publics c/ Sté Elior Orsay* et 2nde esp. *SA Dufry France*.

Delgrange Xavier

- « L'intersectionnalité, principium non gratum à Strasbourg : la décision *Mikyas c. Belgique* du 9 avr. 2024 », *Genre & Droit*, n° 2/24.

Lamy Valentin

- « Motifs d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur : la lutte contre la corruption renforcée », note sous CE, 16 fév. 2024, *Dpt des Bouches-du-Rhône, JCP A*, 2024, n° 25, 2183.
- « Blanckeman non admis à la Brasserie du Théâtre. Généralisation de la compétence administrative à l'encontre des actes détachables des contrats d'occupation du domaine privé », note sous TC, 4 déc. 2023, *Assoc. intercommunale de chasse agréée de Fosse-Vira* », *AJDA*, 2024, n° 17, p. 979.

Lichère François

- « Solutions nouvelles sur la sous-traitance », note sur CE 17 oct. 2023, n° 469071, *SIEL Territoire d'énergie Loire* et n°465913, *Commune de Viry-Châtillon, AJDA*, 2024, p. 115.
- « Le recours Tarn-et-Garonne est ouvert à l'un des titulaires de l'accord-cadre multi-attributaires », note sur CE (Avis) 24 nov. 2023, n°474108, *Association IMEDI, AJCT*, 2024, p. 171.

- « Du nouveau sur le plan européen sur la modification des marchés publics », note sur CJUE 7 déc. 2023, C-441/22, *Zamestnik-ministar c/ Obshtina Razgrad* et C-443/22, *Zamestnik-ministar c/ Obshtina Balchik*, *AJDA*, 2024, p. 620.
- « Incompétence des juridictions françaises pour se prononcer sur une demande d'annulation de la clause d'irresponsabilité du vaccin contre la Covid-19 », note sur CE, sect., 22 mars 2024, n° 471048, *As-soc. Bon Sens*, *JCP G*, n° 17, 29 avr. 2024.
- « Une condamnation pénale non définitive, point de départ du délai d'exclusion d'un candidat pour influence induite », note sur CE 16 févr. 2024, *Département des Bouches-du-Rhône*, *AJDA*, 2024, n°20, 3 juin 2024, p. 1114.
- « Vente d'un lot par une commune, travaux publics et ordre juridictionnel compétent », note sur T. confl., 17 juin 2024, n° 4302 et T. confl., 17 juin 2024, n° 4306, *AJDA*, 2024, p. 1881.
- « Apparence d'impartialité et propos tenus par le président d'une commission de délégation de service public », note sous CE, 24 juil. 2024, n° 491268, *Commune de Sevrans*, *AJDA*, 2024, p. 2314.
- Chronique mensuelle commentant 4 à 5 arrêts dans la « Newsletter » de la Chaire de droit des contrats publics.

Meurant Cédric

- « Les think tanks ne sont (en principe) pas des lobbyistes », note sous CE, Sect., 14 oct. 2024, *Institut Montaigne, Le Blog Jus Politicum*, 17 nov. 2024 (8 p.).
- « L'office du juge administratif français saisi d'une demande d'exequatur d'un jugement étranger », note sous CE, Sect., 22 déc. 2023, *Société gabonaise d'édition et de communication*, *JCP A 2024*, 21 oct. 2024, n° 42, n° 2285, pp. 46-54.
- « Interdiction de déduire les sanctions étrangères, punitive damages et conception française de l'ordre public international », note sous CE, Plénière fiscale, 8 déc. 2023, *Société Alder Paris Holdings*, *Revue Fiscalité Internationale*, 2024, n° 2, pp. 143-152.
- « Un glissement de terrain jurisprudentiel : la responsabilité du fait de l'immunité d'exécution des États étrangers », note sous CE, 10 juill. 2023, *Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères* [3 arrêts], *Journal du Droit international - Clunet* 2024, n° 1, pp. 156-179.
- « Chronique de droit des étrangers (Textes et décisions de nov. 2023 à mai 2024) », *JCP A*, 8 juill. 2024, n° 27, n° 2198, pp. 10-29.
- « Domaine public routier (janv. 2023 - déc. 2023) », *Dr. Voirie*, janv.-fév. 2024, n° 236, pp. 22-27.
- « Un Valois au Palais-Royal », obs. sous CE, 14 mai 2024, *Assoc. International Restitutions*, n° 491862, *JCP A*, 29 juill. 2024, n° 30-34, n° 2223, p. 32.

Murgue-Varoquier Paul-Maxence

- « Le classement d'une voie communale n'est pas un acte translatif de propriété », note sous Cass. 3e civ., 11 juill. 2024, n° 23-13.539, *JCP A*, 2024, n° 2303.
- « La VEFA interdite », note sous CA Orléans, 14 mai 2024, n° 21/02017, *JCP A*, 2024, n° 2269.
- « La théorie maximaliste de la domanialité publique par anticipation sévit encore », note sous CE, 3 avr. 2024, n° 488803, *Ville de Paris*, *JCP A*, 2024, n° 2222.
- « BEFA et marché public de travaux : une incompatibilité juridique », note sous CE, 3 avr. 2024, n° 472476, *SCI Victor Hugo 21*, *JCP A*, 2024, n° 2177.
- « La vente de l'immeuble déclassé : trois précisions », note sous CAA Nantes, 22 mars 2024, n° 22NT03650, *JCP A*, 2024, n° 2132.
- « Le juge judiciaire face aux ventes immobilières complexes des personnes publiques », note sous Cass. 3ème civ., 26 oct. 2023, n° 22-19.444, F-D, *Cne X c/ SCCV du Soleil, Dr. adm.* 2024. comm. 16.
- « Le grand secret du déclassé anticipé », note sous TA Bordeaux, 13 oct. 2023, n° 2106093, *JCP A*, 2024, n° 2056.
- « L'absence de fonds de commerce sur le domaine public naturel », note sous CAA Bordeaux, 23 nov. 2023, n° 21BX04459, *JCP A*, 2024, n° 2040.

Moliner-Dubost Marianne

- « Droit des générations futures et stockage des déchets radioactifs en couche géologique profonde : la prudente audace du Conseil constitutionnel (observations sur deux oxymores) ». Obs. ss Cons. const. 27 octobre 2023, déc. n° 2023-1066 QPC, *Assoc. Meuse nature environnement et a., AJCT*, janv. 2024, p. 35.
- « La lutte contre la pollution de l'air à bout de souffle ? », Commentaire (co-écrit avec Marta Torre-Schaub) sous CE, 24 nov. 2023, *Les Amis de la Terre*, n° 428409, *JCP A* 2024, n° 2081.

Roux Christophe

- « Accession domaniale gratuite : conventionnalité (bien) établie avec le droit de l'Union européenne », note sur CJUE, 11 juill. 2024, n° C-598/22, *Società Italiana Imprese Balneari Srl c/ Comune di Rosignano Marittimo*, *JCP A* 2024, n° 2299.
- « SPL : Sans mandat (de vente), mais toujours bien installée «dans la maison» (de verre administrative) », note sur CAA Lyon, 21 sept. 2023, n° 21LY03717, *Rev. Jurisp. ALYODA*, 2024-2, en ligne.
- « Sans foi (domaniale) ni loi (de 1905) : l'utilisation culturelle des locaux communaux », note sur CE, 18 mars 2024, n° 471061, *Cne de Nice*, *JCP A* 2024, n° 2127.

- « Gestion domaniale et droit de la concurrence : quelques nouvelles d'un mort-vivant », obs. sur CAA Paris, 25 avr. 2024, n° 23PA03706, 23PA03705, 23PA02821, 23PA02820 et 23PA02819 ; *JCP A*, 2024, n° 2219.
- « Alerte à Malibu : la Cour EDH surfe sur la (bonne) vague des restitutions culturelles », obs. sur CEDH, 2 mai 2024, n° 35271/19, *J. Paul Getty Trust and others c/ Italie* ; *JCP A*, 2024, n° 2220.
- « Gratuité et occupation domaniale : association bienfaitante ou malfaisante ? », obs. sur L. n° 2024-344 du 15 avril 2024 visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative, art. 13 (nouvel article L. 2125-1-2) ; *JCP A*, 2024, n° 2221.
- « Restitution des restes humains appartenant aux collections publiques : une nouvelle en-taille dans le principe d'inaliénabilité », obs. sur L. n° 2023-1251, 26 déc. 2023, relative à la restitution de restes humains appartenant aux collections publiques, *JCP A*, 2024, n° 2038.

Stankiewicz Lukasz

- « Assistance internationale au recouvrement : la rétroactivité d'une loi fiscale non répressive étrangère ne porte pas atteinte à l'ordre public français », note sur Cass. com. 4 avr. 2024, n°21-10.579, *Revue de droit fiscal*, 2024 n°30-34, comm. 314.
- « Contestation de la régularité d'une procédure d'assistance au recouvrement, compétence juridictionnelle » note sur TA Poitiers, 3 oct. 2023, n°2200163, *Fiscalité internationale* 2024, n°1, pp. 238-239.

Testard Christophe

- « La confusion des agendas, excuse à leur non-communication », note ss CE, 31 mai 2024, n° 474473, *Association ensemble pour la planète*, *JCP A* 2024, n° 29, comm. n° 2212.
- « Abrogation d'une vente parfaite : le coût de la sécurité », brève ss CAA Paris, 29 juil. 2024, n° 22PA01051, *Cne de Faa'a*, *JCP A* 2024, n° 45, n° 2302.
- « Le coût et l'intérêt de la communication, nouveaux critères de restriction de l'accès aux documents administratifs », note ss CE, 28 juin 2024, n° 490743, *Fédération chrétienne des témoins de Jehovah de France*, *JCP A* 2024, n° 47, p. 26.

Untermaier-Kerléo Élise

- « Les think tank ne sont pas, par principe, des représentants d'intérêts », observations sur CE, 14 oct. 2024, n° 472123, *Institut Montaigne*, *JCP A*, 21 oct. 2024, n° 519, p. 9.

COMMUNICATIONS DANS UN CONGRÈS

Balnath Mohesh

- « Should Members of Parliament still act as employers ? A comparative insight into the staffing issue », communication au Sixteenth Workshop of Parliamentary Scholars and Parliamentarians, Philip Norton, Lord of Nouth (dir.), Wroxton College, Oxfordshire, 27-28 juil. 2024.

Barbin Emilie

- « Les prérogatives juridiques des associations », in « Associations et droit public », colloque organisé par C. Meurant et Ch. Roux le 11 janv. 2024, Université Jean Moulin Lyon 3.

Bernard Cédric

- « Vers un BIM Obligatoire dans les marchés publics ? », D. Richard (dir.), Table ronde en visio-conférence, BIM4LEGAL FR, 30 avr. 2024, Paris, France.
- « L'intelligence artificielle dans l'achat public », ADA SUP, Table ronde, Université de Pau et des pays de l'Adour, 6 juin 2024, Bayonne, France.
- « La répartition et le traitement des risques dans la commande publique », F. Lichère, L. Richer et P. Mousseron (dir.), Communication au colloque annuel de la Chaire de droit des contrats publics, 4 oct. 2024, Lyon, France.
- « États des lieux et perspectives de l'intelligence artificielle dans la commande publique », Comundi et LexisNexis, Communication au Grand forum des marchés publics, 9 déc. 2024, Paris, France.

Blachèr Philippe

- « Rapport de synthèse », forum sur les institutions politiques « La législation déléguée », Lille, 21-23 mars 2024.
- « Les opposants à la réforme de 1974 », colloque « 1974-2024 : 50 ans de saisine parlementaire du Conseil constitutionnel », Sénat, 17 oct. 2024.
- « Quels enjeux constitutionnels après la dissolution ? », colloque organisé à Sciences Po Lyon le 10 déc. 2024.
- « Aspects parlementaires de la loi immigration et intégration », Lyon 3, 20 févr. 2024.
- « A propos du livre sur La fabrique de la loi », débat avec Pierre Januel, Lille, 14 mars 2024.
- « La démocratie et le droit », participation à la Nuit du droit, Conseil constitutionnel, 3 oct. 2024, Paris.
- « La Ve République au bord du gouffre ? », Conférence de la Chaire études parlementaires, Lille, 4 oct. 2024
- « Présentation du Tribunal Suprême de Monaco », D.U. Droit monégasque, Aix-en-Provence, 14 nov. 2024.

Braun Arthur

- « Les principes directeurs de la procédure législative », Journée d'études Droit naturel et procédure, Université catholique de l'Ouest, juin 2024, Angers.

Catteau Damien

- « La notion de risque, nouvelle pierre angulaire du droit public financier ? », M. Saoudi (dir.), *La maîtrise des risques financiers au sein des collectivités territoriales. Enjeux, opportunités et finalités ?*, Colloque du CERFF, Université Jean Moulin Lyon 3, nov. 2024, Lyon, France.

Chamard-Heim Caroline

- « La propriété contre les biens publics », avec Ph. Yolka, Rencontre Chez Michoud, Cycle de discussions grenobloises sur les transformations du droit administratif, Univ. Grenoble, 11 oct. 2024.

Clerc Leana

- « L'influence de la jurisprudence du Conseil d'État sur les juridictions administratives du fond », Journée annuelle de l'École doctorale de droit portant sur le thème « *Influence et justice* », Université Jean Monnet, Saint Etienne, 2 avr. 2024.

Couillerot Jérôme

- « Le concept de constitutionnalisme sociétal », colloque international 2024 de l'AIDC, *La Constitution hors de l'Etat : Réflexions sur l'usage du droit constitutionnel en dehors des sphères étatiques*, Université Jean Moulin Lyon 3, 19-20 juin 2024.
- « Antigone anarchiste ? », colloque *Le droit constitutionnel des Anciens* (dir. P.-M. Raynal), Université de Cergy-Pontoise, 19 déc. 2024.

Delgrange Xavier

- « En Belgique, la francotropie n'atteint pas le Parlement », *Des laïcités confisquées, Ce que la loi française de 2004 sur le port de signes religieux à l'école publique a fait aux laïcités dans les espaces francophones*, Montréal, Université de Sherbrooke, 17 mai 2024.
- « Comment aborder le phénomène religieux dans les écoles neutres de la communauté française de Belgique? », Centre de recherche interdisciplinaire sur la diversité et la démocratie (Cridaq), Centre d'études en droit administratif et constitutionnel (Cedac) de la Faculté de droit de l'Université Laval, Québec, 21 mai 2024.
- « École », Préférences & discriminations, débattre des tensions entre liberté et égalité, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 6-7 juin 2024.
- « La décision Mikyas c. Belgique du 9 avril 2024 », Laïcité, liberté de religion et différences culturelles nationales : heurs et malheurs de la dérogation et de la marge nationale d'appréciation?, Centre de recherche interdisciplinaire sur la diversité et la démocratie (Cridaq) et Centre interdisciplinaire de recherches constitutionnelles (CIRC),

vidéo-conférence, 25 octobre 2024.

- « Le droit à l'éducation en Belgique, des généreux principes à la réalité », in P. Bertoni, O. Bui-Xuan et R. Matta-Duvignau (dir.), *Le droit à l'éducation*, actes du colloque des 23 & 24 juin 2022 à Saint-Germain-en Laye, Mare & Martin, 2024, pp. 93-104.

Dort Aurélie

- « La jurisprudence du Conseil constitutionnel en matière de cavaliers budgétaires et sociaux est-elle pertinente ? », lors du colloque sur « *Le droit parlementaire financier* », les 5 et 6 déc. 2024 à Toulouse.
- « Une solution, la révision du schéma constitutionnel : le passage des impositions de toutes natures aux prélèvements obligatoires ? », lors du colloque du réseau Allix « Le parlement et l'impôt », les 30 et 31 mai 2024.
- « La perfectionnement du contrôle de constitutionnalité des LFSS », lors du colloque de la SFFP sur « Le contrôle de constitutionnalité des lois financières » du 19 janvier 2024 au Conseil constitutionnel.

Eck Laurent

- « L'enseignement de la Constitution avant l'Université », Atelier « Enseigner la Constitution » avec la participation de l'association « Parlons démocratie », La Nuit du droit, Faculté de droit, Université Jean Moulin Lyon 3, 3 oct. 2024.
- « Constitution et intelligence artificielle », Intelligence artificielle et Data en finance, management et droit : entre réalités, opportunités et usage responsable de l'apprentissage automatique, 2ème colloque international, Faculté des science juridiques, économiques et sociales de Mohammedi, Casablanca, Maroc, 3 juil. 2024.
- « Comment le droit constitutionnel peut-il se saisir de l'intelligence artificielle ? », journée en hommage au Professeur Thierry Debard, Dir. Ph Blacher, Centre de droit constitutionnel, Faculté de droit, Université Jean Moulin-Lyon 3, 12 avr. 2024.

Lambert Arthur

- « *Rôle de la médecine scolaire dans la lutte contre le harcèlement scolaire* », communication à l'Assemblée Nationale dans le cadre de la mission flash sur le rôle de la médecine scolaire dans la lutte contre le harcèlement scolaire ayant pour rapporteuses, les députés Virginie Lanlo et Soumya Bourouaha, Assemblée nationale, 2 mai 2024.

Lamy Valentin

- « L'évaluation des tiers dans les contrats publics », Compliance et contrats publics, Faculté de droit et de science politique de Montpellier, 12 janvier 2024.

Le Helloco Sofia

- « Le principe de neutralité des services publics : du devoir d'indifférence au droit de regard », Association des doctorants en droit public de Lyon, Colloque « *Regard et droit public* », oct. 2024, Lyon, France.
- « La laïcité scolaire et la lutte contre les discriminations », Journée nationale de la laïcité, Rectorat de Lyon, déc. 2024, Lyon, France.

Lichère François

- « Green public procurement in France », *in Green Procurement in Europe* (dir. Prof. Carina Risvig Hamer), visio conférence en anglais, Copenhague 24 avr. 2024.
- « Renforcer l'information des opérateurs économiques : la clef d'une commande publique plus efficace ? » *In La transparence au service de la performance des services publics locaux* (dir. M. Amhilat), colloque Toulouse 14 mai 2024.
- « Procurement and initial delivery », *in Challenges for High Quality Public Infrastructure: Procurement, Delivery, Maintenance, Management and SunSet of Infrastructure* (dir. Michael Bowsher, Mario Comba, François Lichère), Séminaire au Kings college de Londres, 24 mai 2024.
- « Deference to contracting authority decisions in procurement disputes in France », Global Revolution Conference, 19 juin 2024 à l'Université de Nottingham.
- « Arbitration in public contracts in France », *in Civil law and public procurement* (Dir. Marta Andhov), Séminaire à l'Université de Copenhague 6 sept. 2024.
- « La causalité dans les réclamations », participation à une table ronde organisée par l'Institut du Contract Management, 14 nov. 2024 à Paris La Défense.
- « L'achat public local et responsable : quel régime juridique ? », Assises de l'éthique publique locale, Valenciennes, 28 nov. 2024
- « La prévention de la corruption et les contrats publics », séminaire de formation Comundi, 9 déc. 2024.

Marcovici Émilie

- « L'association au sein de l'administration », Colloque Associations et droit public, organisé par l'Équipe de droit public de Lyon, Université Jean Moulin Lyon 3, 11 et 12 janv. 2024.

Menezes Fernando

- «The evolving concept of lawfulness of administrative acts and statutes under Brazilian administrative law », M. Jestaedt (dir), visio-conférence donnée en Anglais, Université de Freiburg, 2024, Freiburg im Brisgau, Allemagne.
- « Clareza e redundância na produção legislativa », J. L. Mello do Amaral Jr. (dir), conférence donnée en Portugais, Université de Lisbonne et Câmara Municipal de São Paulo, 2024, São Paulo, Brésil.

Meurant Cédric

- « L'anticipation du risque déontologique dans l'exercice des fonctions publiques », colloque organisé le 17 oct. 2024 à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne par les Professeurs Laetitia Janicot et Maxence Chambon, et intitulé *La conjuration du risque. Quand gouverner, c'est prédire.*
- « L'éloignement et la rétention administrative après la loi immigration & intégration », colloque organisé le 5 avr. 2024 à l'Université Lumière Lyon 2 par Madame Catherine Schmitter, et portant sur « *La loi "immigration" : le respect de l'État de droit et des libertés fondamentales en question* ».
- Participation à une table-ronde portant sur « *La loi immigration & intégration. Procédures, dispositions et conséquences* », conférence organisée à l'Université Jean Moulin Lyon 3 le 20 févr. 2024 par le Professeur Marie-Laure Basilien-Gainche et Monsieur Cédric Meurant.
- Participation à une table-ronde portant sur « *Droit et migration en Europe* », colloque organisé à l'Université Jean Moulin Lyon 3 le 15 févr. 2024 par l'association e-graine Auvergne Rhône Alpes, et intitulé « Festival Identités croisées ».
- Animation d'une table-ronde sur « *Associations et contestation de la décision publique* », colloque organisé à l'Université Jean Moulin Lyon 3 les 11 et 12 janv. 2024 par Christophe Roux et Cédric Meurant, et intitulé « *Associations et droit public* ».

Moliner-Dubost Marianne

- « La charge des aérosols dans l'atmosphère », intervention au colloque sur « *Le droit français aux prises avec les limites planétaires* », à Lille, les 27-28 juin 2022, actes publiés aux éditions Mare & Martin, 2024.
- « Le phénomène retrait-gonflement des sols argileux », visio-conférence, Lyon 3, équipe de droit privé, 11 avr. 2024.
- « L'association environnementale », intervention au colloque de l'Équipe de droit public de Lyon sur le thème « *Associations et droit public* », à Lyon, les 11-12 janv. 2024, actes publiés aux éditions IFJD - Institut Louis Joinet, 2024.
- « L'identification et la prise en compte des spécificités de la question climatique dans les arrêts de la CEDH du 9 avr. 2024 », intervention au colloque EDPL-EDIEC sur « *L'actualité du droit du climat* », Lyon 3, 4 déc. 2024.
- « Transition énergétique et limitation des déplacements carbonés », intervention au colloque organisé par la Chaire E2S UPPA MOVE sur le thème « *Le droit à la mobilité existe-t-il vraiment ?* », à Pau, le 5 déc. 2024 (actes à paraître).

Mongoin David

- « Le Conseil d'État et les principes constitutionnels », Communication lors du colloque organisé à l'Université de Strasbourg sur « *Le droit constitutionnel du Conseil d'État* », Publication à suivre dans *Jus Politicum*, n° 33, janv. 2025, 24 p.
- Conférence sur l'ouvrage *Philosophie du droit* et discussion avec Grégory Bligh et François Chénéde dans le cadre des activités de DroitPhil à l'Université Jean Moulin Lyon 3, févr. 2024.
- Conférence-débat sur l'ouvrage *Philosophie du droit* à l'Université Jean Monnet de Saint-Etienne, juin 2024.
- Conférence-débat sur l'ouvrage *Philosophie du droit* à l'Université de Savoie Mont-Blanc (Chambéry), juil. 2024.

Roux Christophe

- « I problemi giuridici delle coste in Francia » (en italien), in RIDE (F. di Lascio, G. della Cannanea, M. Gnes), *La disciplina delle coste in prospettiva comparata : natura giuridica, usi, pianificazione*, Université d'Urbino - Italie, 12 déc. 2024.
- « Les biens de retour », in F. Tarlet et J.-Ch. Rotoullié (dir.), *Propriété publique et énergie*, colloque de Montpellier, 20-21 sept. 2024 (IFDJ, 2025, à paraître)
- « Mobilités urbaines et propriété publique », in I. Hasquenoph (dir.), *Les mobilités urbaines et le droit administratif*, Colloque Université Paris 1 - Sorbonne, 14 juin 2024 (RFDA, 2024-6, p. 1070).
- « La patrimonialisation du corps humain et de ses produits », *ADPF*, La bioéthique et les droits fondamentaux, Université Jean Moulin - Lyon 3, 21 mars 2024.
- « Conférence à propos de la parution l'ouvrage « *Droit administratif* » de Christophe Fardet (Ed. Mabillon, 2023), discussion avec l'auteur », Université de Nancy, 26 janv. 2024 (Civitas Europa, 2024, n° 4, p. 225).
- « Les lieux de culte au sein des établissements de santé », in M. Girer, G. Rousset, A.-L. Youhnovski-Sagon (dir.), *Laïcité, fait religieux et santé*, Colloque Université Jean Moulin Lyon 3, 19 janv. 2024 (Revue Droits et religions, 2024, en cours de parution)
- « Avant-propos (avec C. Meurant) », in C. Meurant et Ch. Roux [dir.], *Associations et droit public*, 1er colloque annuel de l'EDPL, Université Jean Moulin Lyon 3, 11 & 12 janv. 2024 (IFJD, Colloques & Essais, 2024, p. 7).

Saoudi Messaoud

- « Les contrôles d'identité et stratégie de sécurité publique », communication au XII^e Colloque annuel de l'Association française de droit de la sécurité et de la défense (AFDSD) prévu à L'Ecole militaire de Saint-Cyr les 27 & 28 sept. 2024.

- « La responsabilité financière des gestionnaires publics. A la recherche d'un équilibre entre responsabilité juridique et responsabilité managériale » communication dans le cadre de la 13ème édition du Symposium International « *Regards croisés sur les transformations de la gestion et des organisations publiques* » sur le thème Les futurs possibles du management public, Université Paris Panthéon Assas, 21 & 22 mars 2024.
- « L'IA appliquée au contrôle hiérarchisé de la dépense (CHD) de l'Etat. Le cas français », Communication à la 4e édition du Colloque international inter-laboratoires des 27 & 28 nov. 2024, Ecole supérieure de technologie de Casablanca sur le thème *Intelligence artificielle et performance : contraintes sociétales et enjeux éthiques*.

Stankiewicz Lukasz

- « Répartition du droit d'imposer les revenus de l'activité sportive » in L'imposition des sportifs dans un contexte international, Univ. Lyon III, 8 mars 2024
- « E-invoicing reform in France » in VAT w Erze Cyfrowej [VAT in the digital era], Kozminski University, Varsovie (Pologne) 18-19 avr. 2024 (communication en anglais).
- « Rozwiazania systemu VAT w prawie francuskim » [questions sur le système de TVA en droit français] in VAT w systemie prawnym i orzecznictwie [TVA dans le système juridique et en jurisprudence], Konferencja Izby Finansowej Naczelnego S du Administracyjnego [conf. de la chambre financière de la Cour adm. suprême de Pologne], Varsovie (Pologne), 22 Avril 2024 (communication en polonais).
- Joint Oxford and Potsdam University Workshop on the UN GA Resolution 78/230, Universität Potsdam (Allemagne), 5-6 juil. 2024 (interventions en anglais).
- Interventions "Taxation of trusts: French perspective" et "Wealth taxation: French experience" au panel "Taxation of wealth: international mobility, offshores and trusts abroad" in colloque: X Congresso Brasileiro de Direito Tributario Internacional, 11-13 sept. 2024, Universidade de São Paulo, Brésil (communications en anglais).
- "Les aspects internationaux de la fiscalité du numérique" in colloque Economie numérique et droit du commerce international, Univ. Grenoble Alpes, Grenoble, 21 nov. 2024.
- en polonais).
- Interpretacje podatkowe we Francji w wietle teorii ródeł prawa" [Les interprétations administratives fiscales en France à la lumière de la théorie des sources du droit] in colloque Contemporary Challenges of Tax Law, Univ. de Lodz, Lodz (Pologne), 16-17 déc. 2024 (communication en polonais).

Testard Christophe

- « Faire vivre la démocratie lyonnaise », Conférence grand public Faculté de droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3, 6 mars 2024
- « L'administration devient-elle citoyenne ? », avec N. Kada, *Chez Michoud. Cycle de discussions grenobloises sur les transformations du droit administratif*, Université Grenoble Alpes, 12 avr. 2024
- « Propos conclusifs », colloque ADPL, « *Regard et droit public* », Université Jean Moulin Lyon 3, 10 oct. 2024
- « L'administré persuadé », E. Barbin (dir.), « *Le nudge dans l'action administrative* », Colloque Université Grenoble Alpes, 17 oct. 2024

Untermaier-Kerléo Élise

- Animation de la journée de la laïcité pour les agents publics territoriaux (départements 15, 26, 38, 42, 43 et 69), 19 déc. 2024.
- Participation à la table ronde « Responsabiliser : pour quoi ? », dans le cadre du colloque *La responsabilité des juges, condition de leur légitimité ?* organisé par Marie-Odile Peyroux-Sissoko et Julien Padovani, Université de Besançon, 29 nov. 2024.
- Animation de la journée de formation sur la déontologie de la vie publique de la Métropole Européenne de Lille, à destination des élus et des cadres, 27 nov. 2024.
- Participation aux « Rencontres Conseil d'État - facultés de droit de Lyon 3 et d'Aix en Provence », université Jean Moulin Lyon 3, 22 nov. 2024.
- Participation à un webinaire sur les conflits d'intérêts publics organisé par Transparency International, avec France urbaine, 12 nov. 2024.
- Cycle de conférences de formation à la déontologie de la vie publique pour les élus de la Ville de Grenoble (3 juin - 2 h), les cadres (9 oct.- 3 h), les placiers et les régisseurs (6 nov. - 2 x 2h).
- Participation à une table ronde sur « La transparence dans la gestion des services publics locaux », dans le cadre du colloque : La transparence au service de la performance des services publics locaux, organisé par l'Institut des Études Juridiques de l'Urbanisme, de la Construction et de l'Environnement (IEJUC), en partenariat avec l'Observatoire de l'Éthique Publique (OEP) et l'Union nationale des services publics industriels et commerciaux (UNSPIC), Université Toulouse Capitole, 14 mai 2024.
- Animation d'une journée formation pour les membres de la Direction administration générale et assemblées du département du Rhône (6 h), 22 mars 2024.
- « La portée de l'obligation de neutralité religieuse », dans le cadre du colloque : Laïcité, fait religieux et santé, organisé par le Centre de Recherche en Droit et Management des Services de Santé (CRDMS) et l'Équipe de Droit Public de Lyon (EDPL), Université Jean Moulin Lyon 3, 15 févr. 2024.

Youhnovski Sagon Anne-Laure

- « Le principe de neutralité des agents publics », communication lors du Séminaire annuel sur la laïcité, INSERM, 12 déc. 2024.
- « Utiliser la vie pour éviter la mort : le don et le « bébé-médicament » », communication au colloque Les frontières de la vie et de la mort. Regards croisés, Université de Lorraine, 4 et 5 avr. 2024, publié à la RGDM.
- « Vers la reconnaissance d'un droit à l'enfant ? » communication au colloque Bioéthique et droits et libertés fondamentaux, Université Jean Moulin Lyon 3, 21 mars 2024.
- « La liberté d'association, une liberté contrôlée ? » communication au colloque *Associations et droit public*, Université Jean Moulin Lyon 3, 11 janv. 2024, publié in C. Meurant, Ch. Roux, *Associations et droit public*, Mare et Martin, 2024.

MANIFESTATIONS
SCIENTIFIQUES





ASSOCIATION ET DROIT PUBLIC

Sous la direction scientifique de Cédric Meurant et Christophe Roux

Les 11 & 12 janvier 2024 à l'Université Jean Moulin Lyon 3



LA CONSTITUTION DE L'ÉTAT : RÉFLEXIONS SUR L'USAGE DU DROIT CONSTITUTIONNEL EN DEHORS DES SPHÈRES ÉTATIQUES

Sous la direction scientifique de Helle Krunke, Julien Bonnet, Philippe Blachère, Xavier Philippe

Les 19 & 20 Juin 2024 à l'Université Jean Moulin Lyon 3



COMMANDE PUBLIQUE ET TRANSITION ENERGETIQUE : LA NOUVELLE DONNE ? ANALYSE COMPAREE FRANCE - ITALIE

Sous la direction scientifique de François Lichère, Roberto Carenta et Louis de Fontenelle

Le 3 octobre 2024 à l'Université Jean Moulin Lyon 3



LES USAGES DANS LA COMMANDE PUBLIQUE

Sous la direction scientifique de François Lichère, Pierre Mousseron et Laurent Richer

Le 4 octobre 2024 à l'Université Jean Moulin Lyon 3



LA MAÎTRISE DES RISQUES FINANCIERS AU SEIN DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES. ENJEUX, OPPORTUNITÉS ET FINALITÉS ?

Sous la direction scientifique de Messaoud Saoudi

Le 15 novembre 2024 à l'Université Jean Moulin Lyon 3



L'ACTUALITÉ DU DROIT DU CLIMAT

Sous la direction scientifique de Marianne Moliner-Dubost, Bernadette Le Baut-Ferrarese

Le 4 décembre 2025 à l'Université Jean Moulin Lyon 3



LAÏCITÉ, FAIT RELIGIEUX ET SANTÉ

Organisé par le Centre de Recherche en Droit et Management des Services de Santé (CRDMS) et l'EDPL

Sous la direction scientifique de Anne-Laure Youhnovski, Marion Girer et Guillaume Rousset

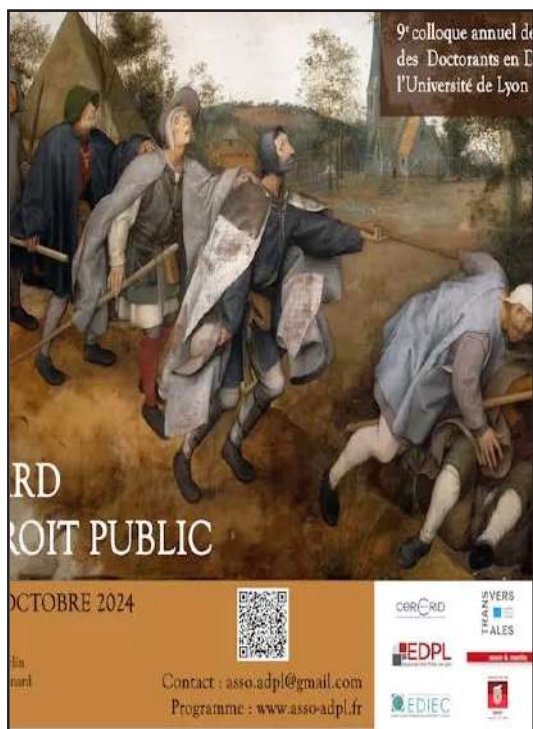
Le 15 février 2024 à l'Université Jean Moulin Lyon 3



LA BIOÉTHIQUE ET LES DROITS FONDAMENTAUX

Organisé par l'Association droit public fondamental sur financement de l'EDPL

Le 21 mars 2024 à l'Université Jean Moulin Lyon 3



REGARD ET DROIT PUBLIC

Organisé par l'Association des doctorants en droit public de l'Université de Lyon

Le 10 octobre 2024 à l'Université Jean Moulin Lyon 3.

CONFÉRENCES

CONFÉRENCE UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3
#HochschuleLyon

18 JANVIER 2024
14H00-17H00

SALLE CALLEMER
Université Jean Moulin Lyon 3
Palais de l'Université
15 quai Claude Bernard - Lyon 7^e

**LA RÉFORME DE L'ÉTAT :
UNE POLITIQUE
PUBLIQUE ?**

Les réformes administratives
et financières en France
(1972-2022)

Michel Le Clainche
Administrateur général des finances publiques
honoraire, Docteur en droit

Intervention de Michel Le Clainche,
Administrateur général des finances publiques
honoraire, Docteur en droit

Coordination scientifique de Messaoud Saoudi,
Maître de conférences HDR
à l'Université Jean Moulin Lyon 3

CONFÉRENCE GRATUITE - UNIQUEMENT EN PRESENTIEL
RÉSERVATION OBLIGATOIRE SUR LE SITE INTERNET :
[HTTPS://EDPLUNIV-LYON3.FR/](https://edpl.univ-lyon3.fr/)

EDPL **CERFF**

LA RÉFORME DE L'ÉTAT : UNE POLITIQUE PUBLIQUE ?

Intervention de Michel Le Clainche, Administrateur général des finances publiques

Sous la direction scientifique de Messaoud Saoudi, Maître de conférences HDR à l'Université Jean Moulin Lyon 3

Le 18 janvier 2024 à l'Université Jean Moulin Lyon 3

CONFÉRENCE UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3
#HochschuleLyon

**LA LOI IMMIGRATION & INTÉGRATION.
PROCÉDURES, DISPOSITIONS ET
CONSÉQUENCES**

Avec l'intervention de:
Marie-Laure Basilien-Gainche, Professeure de droit public, EDIC
Philippe Blachère, Professeur de droit public, EDPL
Pierre-François Laval, Professeur de droit public, EDIC
Cédric Meurant, Maître de conférences en droit public, EDPL

Conférence organisée par:
Marie-Laure Basilien-Gainche, Professeure de droit public, EDIC
Cédric Meurant, Maître de conférences en droit public, EDPL

CONTACTS
Alexandra GACHÉ
Assaad AWADE
edpl@univ-lyon3.fr
04 78 73 70 99

17H00-19H00
20 FÉVRIER 2024

SALLE GARRAUD
Université Jean Moulin Lyon 3
12 quai Claude Bernard, Lyon

CONFÉRENCE GRATUITE UNIQUEMENT EN PRESENTIEL - INSCRIPTIONS OBLIGATOIRES SUR LE SITE INTERNET [HTTPS://EDPL.UNIV-LYON3.FR](https://edpl.univ-lyon3.fr/)

EDPL **EDIC**

LA LOI IMMIGRATION ET INTÉGRATION. PROCÉDURES, DISPOSITIONS ET CONSÉQUENCES

Interventions de :

- Marie-Laure Basilien-Gainche, Professeure de droit public
- Philippe Blachère, Professeur de droit public
- Pierre-François Laval, Professeur de droit public
- Cédric Meurant, Maître de conférences en droit public à l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Conférence organisée par Marie-Laure Basilien-Gainche et Cédric Meurant le 20 février 2024. à l'Université Jean Moulin Lyon 3

CONFÉRENCE UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3

23 FÉVRIER 2024
● 14H00-17H00

SALLE CALLEMER
Université Jean Moulin Lyon 3
Palais de l'Université
15 quai Claude Bernard - Lyon 7^e

LES CHIFFRES EN FINANCES PUBLIQUES

Intervention de **Alain Pariente**,
Maître de conférences HDR de droit public
à l'Université de Bordeaux

Coordination scientifique de **Messaoud Saoudi**,
Maître de conférences HDR
à l'Université Jean Moulin Lyon 3

CONFÉRENCE GRATUITE - UNIQUEMENT EN PRÉSENTIEL
RÉSERVATION OBLIGATOIRE SUR LE SITE INTERNET :
[HTTPS://EDPL.UNIV-LYONS.FR/](https://edpl.univ-lyons.fr/)

EDPL **CERFF**

LES CHIFFRES EN FINANCES EN FINANCES PUBLIQUES

Intervention de Alain Pariente, Maître de conférences HDR à l'Université de Bordeaux

Sous la direction scientifique de Messaoud Saoudi, Maître de conférences HDR à l'Université Jean Moulin Lyon 3

Le 23 février 2024 à l'Université Jean Moulin Lyon 3

CONFÉRENCE UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3

LA DATAVISUALISATION EN FINANCES PUBLIQUES LOCALES

CONFÉRENCE

Intervention de **Mathieu HOUSER**,
Maître de conférences HDR en droit public
à l'Université Bourgogne-Franche Comté

Coordination scientifique de **Messaoud SAOUDI**,
Maître de conférences HDR en droit public
à l'Université Jean Moulin Lyon 3

14H00-17H00
7 MARS 2024

SALLE CALLEMER
Université Jean Moulin Lyon 3
Palais de l'Université
15 quai Claude Bernard - Lyon 7^e

CONFÉRENCE GRATUITE EN PRÉSENTIEL - INSCRIPTION OBLIGATOIRE SUR LE SITE INTERNET : [HTTPS://EDPL.UNIV-LYONS.FR/](https://edpl.univ-lyons.fr/)

EDPL **CERFF**

LA DATAVISUALISATION EN FINANCES PUBLIQUES LOCALES

Intervention de Mathieu Houser, Maître de conférences HDR en droit public à l'Université Bourgogne-Franche Comté

Sous la direction scientifique de Messaoud Saoudi, Maître de conférences HDR à l'Université Jean Moulin Lyon 3

Le 7 mars 2024 à l'Université Jean Moulin Lyon 3

11 MARS 2024
15H00-17H00

**DARK MONEY DARKER :
UNITED STATES TAX LAW AND
POLITICAL CAMPAIGN FINANCE**

Avec l'intervention de **Professor Philip Hackney**
University of Pittsburgh, School of Law

Sous la coordination scientifique de **Lukasz Stankiewicz**
Professeur de droit public à l'Université Jean Moulin Lyon 3

CONFÉRENCE GRATUITE - UNIQUEMENT EN PRÉSENTIEL
INSCRIPTION OBLIGATOIRE SUR LE SITE INTERNET :
[HTTPS://EDPL.UNIV-LYONS3.FR/](https://edpl.univ-lyons3.fr/)

UNIVERSITÉ LYON 3 JEAN MOULIN | CERFF | EDPL

DARK MONEY DARKER : UNITED STATES TAX LAW AND POLITICAL CAMPAIGN FINANCE

Intervention de Philip Hackney, Professeur de droit à l'Université de Pittsburgh aux Etats-Unis

Sous la coordination scientifique de Lukasz Stankiewicz, Professeur à l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Le 11 mars 2024 à l'Université Jean Moulin Lyon 3.

22 MARS 2024
10H00-12H00

L'INTÉRÊT GÉNÉRAL EN PARTAGE
LA RECONNAISSANCE D'UTILITÉ PUBLIQUE
DES ASSOCIATIONS EN RÉPUBLIQUE (1870-1914)

En présence de **Chloé Gaboriaux**
Maître de conférences HDR en sciences politique
Sciences Po Lyon

Sous la coordination de **Grégory Bligh**
Maître de conférences en droit public
Sciences Po Lyon

CONFÉRENCE GRATUITE - UNIQUEMENT EN PRÉSENTIEL
INSCRIPTION OBLIGATOIRE SUR LE SITE INTERNET :
[HTTPS://EDPL.UNIV-LYONS3.FR/](https://edpl.univ-lyons3.fr/)

UNIVERSITÉ LYON 3 JEAN MOULIN | EDPL | IEA

L'INTÉRÊT GÉNÉRAL EN PARTAGE. LA RECONNAISSANCE D'UTILITÉ PUBLIQUE DES ASSOCIATIONS EN RÉPUBLIQUE (1870-1914)

Intervention de Chloé Gaboriaux, Maître de conférences HDR en sciences politique à Science Po Lyon

Sous la coordination scientifique de Grégory Bligh, Maître de conférences en droit public à Sciences Po Lyon

Le 22 mars 2024 à l'Université Jean Moulin Lyon 3

**JAVIER MILEI ET LES PREMIERS JOURS
DU LIBERTARIANISME
EN ARGENTINE**

Cycle de conférences "Les idées politiques de l'année électorale" (EDPL/CDC)

Avec l'intervention de **Vincent Valentin**
Professeur de droit à Sciences-po Rennes.
A notamment publié «Les conceptions néo-libérales du droit» (Economics, 2003) et «Les penseurs libéraux» (avec A. Laurent, Les Belles Lettres, 2012)

Sous la direction scientifique de **Jérôme Couillerot**
Professeur de droit public, EDPL

14H00-16H00
3 AVRIL 2024

Amphithéâtre
HUVELIN
Université Jean Moulin Lyon 3
15 quai Claude Bernard, Lyon 7^e

CONFÉRENCE-DÉBAT GRATUITE DANS LE CADRE DU CYCLE DE CONFÉRENCES "LES IDÉES POLITIQUES DE L'ANNÉE ÉLECTORALE" (EDPL/CDC).
INSCRIPTIONS OBLIGATOIRES SUR [HTTPS://EDPL.UNIV-LYON3.FR](https://edpl.univ-lyon3.fr)

EDPL **CDC** **CONTACTS**
Alexandre SAUDI
saudi@univ-lyon3.fr
04 78 78 70 88

JAVIER MILEI ET LES PREMIERS JOURS DU LIBERTARIANISME EN ARGENTINE

Cycle de conférences «Les idées politiques de l'année électorale » (EDPL/CDC)

Intervention de Vincent Valentin, Professeur de droit à Sciences-po Rennes.

Sous la coordination scientifique de Jérôme Couillerot, Professeur de droit public à l'Université Jean Moulin Lyon 3

Le 3 avril 2024 à l'Université Jean Moulin Lyon 3.

11 AVRIL 2024
14H00-17H00

SALLE CALLEMER
Université Jean Moulin Lyon 3
Palais de l'Université
15 quai Claude Bernard - Lyon 7^e

**LES FINANCES PUBLIQUES
DES PAYS ANGLO-SAXONS**
APPROCHE HISTORIQUE ET JURIDIQUE

Avec l'intervention de **Alexandre GUIGUE**
Professeur de droit public
Université Savoie Mont Blanc

Sous la coordination de **Messaoud SAOUDI**
Maître de conférences HDR en droit public
Université Jean Moulin Lyon 3

CONFÉRENCE GRATUITE - UNIQUEMENT EN PRÉSENTIEL.
INSCRIPTION OBLIGATOIRE SUR LE SITE INTERNET:
[HTTPS://EDPL.UNIV-LYON3.FR/](https://edpl.univ-lyon3.fr/)

EDPL **CERFF**

LES FINANCES PUBLIQUES DES PAYS ANGLO-SAXONS. APPROCHE HISTORIQUE ET JURIDIQUE

Intervention d'Alexandre GUIGUE, Professeur de droit public à l'Université Savoie Mont Blanc.

Sous la direction scientifique de Messaoud Saoudi, Maître de conférences HDR à l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Le 11 avril 2024 à l'Université Jean Moulin Lyon 3.

CONFÉRENCE UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3

LA PÉRIODE « POST-APARTHEID » EST-ELLE TERMINÉE ?

REFLEXIONS SUR LES ÉLECTIONS DE 2024 EN AFRIQUE DU SUD

Cycle de conférences "Les idées politiques de l'année électorale" (EDPL/CDC)

Sous la direction scientifique de **Jérôme Couillerot**,
Professeur de droit public à l'Université Jean Moulin Lyon 3



M. Cyril Ramaphosa, Président de la République d'Afrique du Sud

Une conférence de Xavier Philippe
Professeur de droit public à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (École de droit de la Sorbonne) et Professeur extraordinaire à l'Université du Western Cape (Le Cap - Afrique du Sud).

Professeur détaché en Afrique du Sud de 1995 à 2001. Il y a notamment exercé les fonctions d'expert auprès de l'Assemblée Nationale Constituante. Il a également travaillé et suivi l'activité de la commission « Vérité et réconciliation » et développé une expertise en matière de Justice transitionnelle. Il dirige actuellement l'Institut des Sciences Juridique et Philosophique de la Sorbonne (ISJPS UMR 8301).

14H00-16H00

30 SEPTEMBRE 2024

SALLE CAILLEMER
Université Jean Moulin Lyon 3
15 quai Claude Bernard, Lyon 7^e

CONFÉRENCE-DÉBAT GRATUITE (GRAND PUBLIC) DANS LE CADRE DU CYCLE DE CONFÉRENCES
"LES IDÉES POLITIQUES DE L'ANNÉE ÉLECTORALE" (EDPL/CDC).

EDPL Équipe de Droit Public de Lyon

CDC Centre de Droit Constitutionnel

CONTACT
Alexandra GASHI
edp-lyon@univ-lyon3.fr
04 78 78 70 59

LA PÉRIODE « POST-APARTHEID » EST-ELLE TERMINÉE ? RÉFLEXIONS SUR LES ÉLECTIONS DE 2024 EN AFRIQUE DU SUD

Cycle de conférences «Les idées politiques de l'année électorale » (EDPL/CDC)

Intervention de Xavier Philippe, Professeur de droit public à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Sous la coordination scientifique de Jérôme Couillerot, Professeur de droit public à l'Université Jean Moulin Lyon 3

Le 30 septembre 2024 à l'Université Jean Moulin Lyon 3

CONFÉRENCE UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3

17 OCTOBRE 2024

14H00-17H00

SALLE CAILLEMER
Université Jean Moulin Lyon 3
Palais de l'Université
15 quai Claude Bernard - Lyon 7^e

Responsabilité financière des gestionnaires publics

RESPONSABILITÉ FINANCIÈRE

DES GESTIONNAIRES PUBLICS

APPROCHES INTERNATIONALES

Une conférence de Stéphanie DAMAREY,
Professeure agrégée de droit public
Université de Lille

Sous la coordination de **Messaoud SAOUDI**,
Maître de conférences HDR en droit public
Université Jean Moulin Lyon 3

CONFÉRENCE GRATUITE - INSCRIPTION OBLIGATOIRE SUR LE SITE INTERNET : [HTTPS://EDPLUNIV-LYON3.FR/](https://edpluniv-lyon3.fr/)

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3

EDPL Équipe de Droit Public de Lyon

CERFF Centre de Recherche en Économie Régionale et Industrielle

RESPONSABILITÉ FINANCIÈRE DES GESTIONNAIRES PUBLICS. APPROCHES INTERNATIONALES

Intervention de Stéphanie Damarey, Professeur de droit public à l'Université de Lille

Sous la direction scientifique de Messaoud Saoudi, Maître de conférences HDR à l'Université Jean Moulin Lyon 3

Le 17 octobre 2024 à l'Université Jean Moulin Lyon 3

CONFÉRENCE UNIVERSITAIRE À DISTANCE

8 NOVEMBRE 2024
10H00-12H00

SALLE DES PROFESSEURS
Université Jean Moulin Lyon 3
Palais de l'Université
15 quai Claude Bernard - Lyon 7^e

**LA SUPPLÉANCE DU
CONSEIL D'ÉTAT AUPRÈS DE
LA FRANCE LIBRE (1940-1945)**

Conférence de **John-Christopher ROLLAND**,
Maître de conférences en droit public
Université Paris Nanterre

Sous la coordination de **Cédric MEURANT**
Maître de conférences en droit public
Université Jean Moulin Lyon 3

CONFÉRENCE GRATUITE - INSCRIPTION OBLIGATOIRE SUR LE SITE
INTERNET : [HTTPS://EDPL.UNIV-LYON3.FR/](https://edpl.univ-lyon3.fr/)

EDPL Université Jean Moulin
IEA Institut des Études Administratives

LA SUPPLÉANCE DU CONSEIL D'ÉTAT AUPRÈS DE LA FRANCE LIBRE (1940-1945)

Intervention de Jean-Christopher Rolland, Maître de conférences en droit public à l'Université Paris Nanterre

Sous la coordination scientifique de Cédric Meurant, Maître de conférences en droit public à l'Université Jean Moulin Lyon 3

Le 8 novembre 2024 à l'Université Jean Moulin Lyon 3

CONFÉRENCE UNIVERSITAIRE À DISTANCE

13 NOVEMBRE 2024
14H00-16H00

LA DIGITALISATION DU CONTRÔLE FISCAL

Une conférence de **Cédric BERNARD**
Avocat associé - Analyste - Tax Technology & Transformation
Ernst & Young Société d'avocats

Sous la direction scientifique de **Benjamin RICOU**
Maître de conférences en droit public
Université Jean Moulin Lyon 3

CONTACT
Amaud AWADE OBOSSOU
amaud.awade@univ-lyon3.fr
04 78 78 75 67

Salle CALLEMER
Université Jean Moulin Lyon 3
15 quai Claude Bernard
Lyon 7^e

CONFÉRENCE GRATUITE - EN PRÉSENTIEL ET EN DISTANCIEL -
INSCRIPTION OBLIGATOIRE PAR MAIL À : [BENJAMIN.RICOU@UNIV-LYON3.FR](mailto:benjamin.ricou@univ-lyon3.fr)

CERFF **EDPL** **JEAN MOULIN**

LA DIGITALISATION DU CONTRÔLE FISCAL

Intervention de Cédric Bernard, Avocat associé - Analyste - Tax Technology & Transformation Ernst & Young Société d'avocats

Sous la direction scientifique de Benjamin Ricou, Maître de conférences à l'Université Jean Moulin Lyon 3

Le 13 novembre 2024 à l'Université Jean Moulin Lyon 3

CONFÉRENCE UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3

Cycle de conférences "Les mutations contemporaines du pouvoir exécutif" (EDPL/CDC)

POUVOIR PRÉSIDENTIEL ET COVID

CRISE SANITAIRE ET MUTATION

INSTITUTIONNELLE DE LA V^e RÉPUBLIQUE

Une conférence de Thibault Desmoulin

Maître de conférences en droit public à l'Université de Clermont Auvergne.

L'auteur vient présenter son nouveau livre, qui propose une réflexion originale sur l'évolution contemporaine des compétences présidentielles.

Sous la direction scientifique de **Jérôme Couillerot**, Professeur de droit public à l'Université Jean Moulin Lyon 3

SALLE CAMILLER
Université Jean Moulin Lyon 3
Palais de l'Université
15 quai Claude Bernard - Lyon 7^e

14 NOVEMBRE 2024

14H00-16H00

CONFÉRENCE GRATUITE - INSCRIPTION OBLIGATOIRE SUR LE SITE INTERNET : [HTTPS://EDPL.UNIV-LYON3.FR/](https://edpl.univ-lyon3.fr/)

EDPL Centre de Droit Public de Lyon

CDC Centre de Droit Constitutionnel

CONTACT
Amad AWADE OBOSOU
edpl-lyon@univ-lyon3.fr
04 78 78 75 67

POUVOIR PRÉSIDENTIEL ET COVID. CRISE SANITAIRE ET MUTATION INSTITUTIONNELLE DE LA V^e RÉPUBLIQUE

Intervention de Thibault Desmoulin, Maître de conférences en droit public à l'Université de Clermont Auvergne

Sous la coordination scientifique de Jérôme Couillerot, Professeur de droit public à l'Université Jean Moulin Lyon 3

Le 14 novembre 2024 à l'Université Jean Moulin Lyon 3

LES AUTRES MANIFESTATIONS

Barbin Emilie

- Organisation du Colloque « *Le nudge dans l'action administrative* », le 17 oct. 2024, Université Grenoble Alpes.
- Organisation du Cycle de conférences « *Chez Michoud* », de mars à décembre 2024, Université Grenoble Alpes.

Braun Arthur

- Troisième colloque annuel des Facultés de droit de l'UDESCA : La Transmission, avec Monsieur Louis-Daniel Muka Tshibende, Université catholique de Lyon, septembre 2024, Lyon.

Chamard-Heim Caroline

- Formation à destination des magistrats de la Chambre régionale des comptes Auvergne-Rhône-Alpes, sept. et oct. 2024 : trois demi-journées de formation sur le thème des « Opérations d'aménagement public » organisées à la Chambre elle-même (intervenants : Ch. Roux & C. Chamard-Heim, H. de Gaudemar & F. Lichère et M. Karpenschif & S. Brameret.

Philip-Gay Mathilde

- **7 mars 2024**, Organisation de la conférence de Marie Bardiaux-Vaïente et Carole Maurel autour de leur ouvrage sur le procès de Bobigny de 1972. Cycle : « *Les droits humains en BD* », Chaire Lyonnaise des droits humains et Faculté de droit, <https://facededroit.univ-lyon3.fr/conference-grand-public-bobigny-1972>.



- **8 octobre 2024**, Organisation de la conférence « L'adaptation en BD du best-seller juridique de Philippe Sands », Cycle : « *Les droits humains en BD* », Chaire Lyonnaise des droits humains et Faculté de droit, <https://facdedroit.univ-lyon3.fr/conference-grand-public-retour-a-lemberg-ladaptation-en-bd-du-best-seller-de-philippe-sands>.



Untermaier-Kerléo Elise

- Organisation de la Nuit du droit de la faculté de droit, Lyon 3, 3-4 octobre (édition 2024).
- Organisation d'un atelier de réflexion « Pour un nouvel acte de la lutte contre la corruption » à l'Assemblée nationale, en présence de parlementaires, de la directrice de l'Agence française anti-corruption et du président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique, en partenariat avec l'Observatoire de l'éthique publique et la chaire de droit des contrats publics de l'université Jean Moulin Lyon 3, 5 juin 2024.
- Pilotage du cycle de « conférences grand public » de la faculté de droit Lyon 3.

**O
R
G
A
N
I
S
A
T
I
O
N
D
E
L
,
E
D
P
L**



SOUTENANCES DE THÈSES



Fiacre Djejbewesson

« *Le contrôle des prix de transfert dans les États de L'UEMOA à l'aune du principe de pleine concurrence : le cas du Bénin* ».

Sous la codirection de Lukasz Stankiewicz (Université Jean Moulin Lyon3) et Nicaise Médé (Université d'Abomey-calavi).

Soutenu le 29-11-2024.

Le président du jury était Marie Mascllet de Barbarin.

Le jury était composé de Marie Mascllet de Barbarin, Polina Kuraleva-Cazals, Emmanuel Joannard-Lardant, Jean-Luc Pierre, Lukasz Stankiewicz et Nicaise Médé.



Guilhem Baldy

« *La solidarité en droit constitutionnel. Étude du régime de la Ve République à partir des relations de l'Exécutif* ».

Sous la direction de David Mongoin.

Soutenu le 2-12-2024.

Le président du jury était Armel Le Divillec

Le jury était composé de Armel Le Divillec, David Mongoin, Jérôme Couillerot, Elina Lemaire, Manon Altwegg-Boussac, Cécile Guérin-Bargues.

PRIX, DISTINCTIONS, NOMINATIONS

PROMOTIONS ET NOMINATIONS

Blacher Philippe

- Nommé Membre de la Chaire Alliance des civilisations, Université Euromed, Fès, Maroc.

Couillerot Jérôme

- Elu Directeur du Centre de droit constitutionnel (CDC).

Lamy Valentin

- Mutation comme Maître de conférences à l'Université de Bourgogne - à compter du 1er septembre 2024.

Lichère François

- Élu à la Commission recherche de l'Université Jean Moulin Lyon 3 le 6 décembre 2024
- Nommé par la Directrice Générale du marché intérieur comme membre du groupe d'experts auprès de la Commission européenne en matière de marchés publics le 19 décembre 2024.

Menezes Fernando

- Nommé président du Conseil d'Administration de l'Institut Pasteur de São Paulo à compter du 1er janvier 2024.

Ricou Benjamin

- Nommé expert HCERES Vague E

Testard Christophe

- Nommé Président de la commission de déontologie du CHU de Clermont-Ferrand (juin 2024)
- Nommé professeur des universités à l'Université Jean Moulin Lyon 3 (sept. 2024, mutation)

Youhnovski Sagon Anne-Laure

- Nommée Directrice adjointe du Centre de droit constitutionnel (CDC)
- Nommée Référente laïcité de l'INSERM.

CONTRATS DOCTORAUX 2025

Massot Maxime

- ◇ Sujet de thèse : *L'hommage en droit public*, dirigée par Christophe Roux.

Piat Estéban

- ◇ Sujet de thèse : *Le régime des incompatibilités en droit constitutionnel*, dirigée par David Mongoin

Garnier Guillaume

- ◇ Sujet de thèse : *L'intégration de la notion de « religion » dans les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies depuis 1945* dirigée par Mathilde Philip-Gay.

Sur proposition de la Section de droit public sont recrutés comme ATER (Année 2024-2025)

- Laurine Harbuta
- Diane Boisseau

Sur proposition de la Section de droit public sont recrutés comme ATER (Année 2023-2024)

- Guilhem Baldy
- Laurine Harbuta

JURYS

JURYS DE THÈSES

Barbin Emilie

Simon Berthon, « Les marques des personnes publiques » sous la direction du Prof. Sébastien Hourson, soutenue le 14 mars 2024 à l'université Clermont Auvergne.

Le Président du jury était Charles-André Dubreuil.

Le jury était composé de Maxence Chambon, Fanny Tarlet, Emilie Barbin Charles-André Du-breuil et Sébastien Hourson.

Baba Nabe, « Le commerçant et le domaine public », sous la direction du Prof. Jean-Christophe Videlin soutenue le 6 décembre 2024 à l'Université Grenoble Alpes. Le président du jury était Fanny Tarlet. Le jury était composé de Fanny Tarlet, Jean-Christophe Videlin, Christophe Roux, Frédéric Colin, Emilie Barbin.

Blacher Philippe

Guilbaud Forn, « La notion de sincérité en droit électoral », sous la direction du Pr. Pierre Esplugas-Labatut soutenue le 19 décembre 2024 à l'Université de Toulouse.

Le président du jury était Stéphane Mouton.

Le jury était composé de Philippe Blacher, Pierre Esplugas-Labatut, Stéphane Mouton et Pauline Turk.

Julien Florémont, « Au service du Führer : La milice dans la Lorraine non annexée », sous

la codirection des Pr. Antoine Astaïng et Laurent Seurot, soutenue le 13 décembre 2024 à l'Université de Nancy.

Le président du jury était Philippe Blacher.

Le jury était composé de Philippe Blacher, Antoine Astaïng, Stéphane Blot-Maccagnan, Marc Olivier Baruch, Laurent Seurot et Yann Delbrel.

Beverley Toudic, « La place du citoyen dans l'élaboration et le contrôle de la loi. Etude comparée : France, Italie, Suisse », sous la direction du Pr. Jean Philippe Derosier, soutenue le 26 juin 2024 à l'Université de Lille.

Le président du jury était Dominique Rousseau.

Le jury était composé de Philippe Blacher, Jean Philippe Derosier, Dominique Rousseau, Corrine Luquiens, François Chaix, Emmanuel Cartier et Marthe Fatin-Rouge Stéfanini.

Sophie Brillante Guillemont, « Les principes essentiels du droit processuel en contentieux électoral », sous la direction du Pr. Dominique Rousseau, soutenue le 24 mai 2024 à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne. Le président du jury était

Le jury était composé de Dominique Rousseau, Philippe Blachère, Louis Boré, Mathieu Disant, Mathilde Heitzmann-Patin et Romain Rambaud.

Chamard-Heim Caroline

Almodis Peyre, « La consignation du passager clandestin à bord des navires marchands affectés au commerce international », sous la codirection de Marie-

Laure Basilien-Gainche et Cédric Meurant, soutenue le 15 octobre 2024. Le jury était présidé par Caroline Chamard-Heim. Les rapporteurs étaient Olga Mamoudy et Jacques Petit. Le jury était composé de Marie-Laure Basilien-Gainche, Caroline Chamard-Heim, Olga Mamoudy, Cédric Meurant, Jacques Petit, et Anne Simon.

Couillerot Jérôme

Guilhem Baldy, « La solidarité en droit constitutionnel. Étude du régime de la Vème République à partir des relations de l'Exécutif », sous la direction du Pr. David Mongoin, soutenue le 2 décembre 2024 à l'Université Jean Moulin Lyon 3. Le président du jury était Armel Le Divellec. Le jury était composé de Armel Le Divellec, David Mongoin, Jérôme Couillerot, Elina Lemaire, Manon Altwegg-Boussac, Cécile Guérin-Bargues.

Lichère François

Laura Bourrel, « Le consentement des personnes publiques » sous la direction du Pr. Grégory Kalflèche, soutenue le 27 septembre 2024 à l'Université de Toulouse 1. La présidente du jury était Hélène Hoepffner. Le jury était composé de François Lichère, Hélène Hoepffner, Benoit Plessix, Sandrine Tisseyre, Pierre Blanquet, et Grégory Kalflèche.

Menezes Fernando

Rafael Carvalho de Fassio, « Contratações públicas para inovação : oportunidades e desafios no cenário brasileiro », sous la direction de Fernando Menezes, soutenue le 7 août

2024. Le jury était composé de Guilherme Ary Plonski, Carlos Américo Pacheco, Vera Monteiro, André Rauen et Marina Zago.

Paulo Henrique Macera, « Fontes legais do direito administrativo geral brasileiro na perspectiva federativa », sous la direction de Fernando Menezes, soutenue le 30 août 2024. Le jury était composé de Rogel Stiefelmann Leal, Irene P. Nohara, Natasha Caccia Salinas, Murilo Gasparido, Mariana A. S. Zago.

Beatriz Bastide Horbach, « Autopreservação democrática: o conceito de democracia militante e suas limitações », sous la direction de J. L. Mello do Amaral Jr, Université de São Paulo, 2024. Le jury était composé de M. Temer, G. Ferreira Mendes, P. G. Gonet Branco, N. S. Ranieri, R. Stiefelmann Leal et F. Menezes.

Meurant Cédric

Almodis Peyre, « La consignation du passager clandestin à bord des navires marchands affectés au commerce international », sous la codirection de Marie-Laure Basilien-Gainche et Cédric Meurant, soutenue le 15 octobre 2024. Le jury était présidé par Caroline Chamard-Heim. Les rapporteurs étaient Olga Mamoudy et Jacques Petit. Le jury était composé de Marie-Laure Basilien-Gainche, Caroline Chamard-Heim, Olga Mamoudy, Cédric Meurant, Jacques Petit, et Anne Simon.

Moliner-Dubost Marianne

Quitterie De Caunes, « Le Bien commun dans la gestion des

ressources naturelles en droit international» sous la direction du Pr. Raphael Romi, soutenue le 6 décembre 2024 à l'Université de Nantes.

Le président du jury était Sabrina Robert.

Le jury était composé de Rapaël Romi, Marianne Moliner-Dubost, Hubert Delzangles, Agnès Michelot, Gaël Piette et Sabrina Robert.

Ophélie Lacoste, «Droit à la mobilité durable et réseaux d'avitaillement des véhicules en énergie», sous la codirection du Pr. Arnaud Lecourt et Louis de Fontenelle, soutenue le 10 décembre 2024 à l'université de Pau. Le président du jury était Philippe Terneyre. Le jury était composé de Marianne Moliner-Dubost, Marie Lamoureux, Philippe Terneyre, Claudie Boiteau, Arnaud Lecourt et Louis de Fontenelle.

Magali Dreyfus, «Le «droit écologique» : la réponse des sciences juridiques à l'Anthropocène», (HDR, Paris Saclay, 18 décembre 2024, garant Laurent Fonbaustier) (rapporteuse).

Le président du jury était Sandrine Maljean-Dubois.

Le jury était composé de Marianne Moliner-Dubost, Christel Cournil et Nadia Belaïdi (rapporteuses), Sandrine Maljean-Dubois, Jérôme Fromageau.

Mongoin David

Guilhem Baldy, «La solidarité en droit constitutionnel. Étude du régime de la Vème République à partir des relations de l'Exécutif

», sous la direction du Pr. David Mongoin, soutenue le 2 décembre 2024 à l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Le président du jury était Armel Le Divellec.

Le jury était composé de Armel Le Divellec, David Mongoin, Jérôme Couillerot, Elina Lemaire, Manon Altwegg-Boussac, Cécile Guérin-Bargues.

Philip-Gay Mathilde

Emilie Sibelle, «La réparation face aux particularités du crime de masse devant les juridictions internationales», sous la direction d'Elisabeth Joly-Sibuet et Mathilde Philip-Gay, 22 novembre 2024.

Le Président du Jury était Xavier Pin. Les rapporteurs étaient Damien Roets et Olivier Cahn. Le jury était composé de Xavier Pin, Damien Roets, Olivier Cahn, Anne-Laure Chaumette, Elisabeth Joly-Sibuet et Mathilde Philip-Gay.

Komi Akakpo, «Le droit à un environnement sain» sous la direction du Pr. Philippe Billet, soutenue le 21 juin 2024 à l'Université Jean Moulin Lyon 3.

La présidente du jury était Mathilde Philip-Gay.

Le jury était composé de Mathilde Philip-Gay, Philippe Billet, Estelle Brosset, Grégoire Leray et Agnès Michelot

Roux Christophe

Cheikh Tidiane Diop, «La banalisation du droit des personnes publiques», sous la direction du Pr. Agathe Van Lang, soutenue le 17 décembre 2024 à Nantes.

La présidente du Jury était Elodie Saillant. Les rapporteurs étaient Gweltaz Eveillard et Christophe Roux.

Le jury était composé de Elodie Saillant, Gweltaz Eveillard, Christophe Roux, Mylène Le Roux et Agathe Van Lang.

Baba Nabé, « Le commerçant et le domaine public », sous la direction du Pr. Jean-Christophe Videlin, soutenue le 6 décembre à l'Université Grenoble-Alpes.

La présidente du jury était Fanny Tarlet. Les rapporteurs étaient Frédéric Colin et Christophe Roux.

Le jury était composé de Fanny Tarlet, Frédéric Colin, Christophe Roux, Emilie Barbin et Jean-Christophe Videlin.

Clément Meyssirel, «La réserve de propriété de l'Etat», sous la direction du Pr. Benoît Plessix, soutenue le 16 décembre 2024.

La présidente était Anne-Laure Girard. Les rapporteurs étaient Jean-François Giacuzzo et Christophe Roux.

Le jury était composé de Anne-Laure Girard, Jean-François Giacuzzo, Fabrice Melleray, Benoît Plessix et Christophe Roux.

Stankiewicz Lukasz

Finagnon Fiacre Djègbéwèsson, « Le contrôle des prix de transfert dans les États de l'UEMOA à l'aune du principe de pleine concurrence : le cas du Bénin », sous la codirection des Pr. Lukasz Stankiewicz et Nicaise Médé, soutenue le 29 novembre 2024, à l'Université Jean Moulin Lyon 3. Le président du jury était Marie

Masclet de Barbarin.

Rapporteurs : Pr. Polina Kuraleva-Cazals et Pr. Emmanuel Joannard-Lardant

Le jury était composé de Marie Masclet de Barbarin, Polina Kuraleva-Cazals, Emmanuel Joannard-Lardant, Jean-Luc Pierre, Lukasz Stankiewicz, Nicaise Médé. Thèse en co-tutelle avec Université Abomey-Calavi (Bénin).

Claude Dao, « Une fiscalité environnementale harmonisée comme réponse systémique aux enjeux écologiques contemporains », sous la direction du Pr. Daniel Gutmann, soutenue le 23 septembre 2024 à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Le président du jury était Lukasz Stankiewicz.

Le jury était composé de Lukasz Stankiewicz, Mirko Hayat, Etienne Lehmann, Alice Pirlot, Marilyne Sadowsky, Daniel Gutmann.

Raïssatou Traore, « Les pays de l'UEMOA à l'épreuve de la nouvelle gouvernance fiscale internationale », sous la direction de M. Amavi Gustave Kouevi, MCF HDR, soutenue le 8 novembre 2024 à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Le président du jury était Lukasz Stankiewicz.

Le jury était composé de Lukasz Stankiewicz, Philippe Malherbe, Alexander Rust, Aboubakar Nacanabo, Marie Masclet de Barbarin, et Amavi Gustave Kouevi.

Testard Christophe

Léa Murigneux, «*Les questions de droit nouvelles devant le juge administratif*», sous la direction du Pr. Sébastien Hourson, soutenue le 4 avril 2024 à l'Université Clermont Auvergne, Le président du jury était Christophe Testard. Le jury était composé de Sébastien Hourson, Benjamin Defoort, Mehdi Lahouazi, Caroline Lantero, Alice Minet-Leleu et Christophe Testard.

AUTRES JURYS

Philippe Blachèr

- Jury prix de thèse AFDC 2024 (octobre 2024)
- Jury prix de thèse du Sénat 2024 (4 juin 2024)
- Jury prix de la meilleure communication jeune recherche droit constitutionnel, Paris, Sénat (5 juin 2024)

Émilie Marcovici

- Membre d'un comité de sélection à l'université de Reims-Champagne-Ardenne pour le recrutement d'un maître de conférences en droit public (Mai 2024)

Christophe Roux

- Jury du prix de thèse de l'Association française de droit administratif (AFDA - Nice, juin 2024).

RAPPORTS ET SÉJOURS DE RECHERCHE

RAPPORTS

Lichère François

- F. Lichère, F. Melleray et L. Richer (dir.) avec C. Bernard et F. Yéo, «*Répartition et traitement des risques dans la commande publique* », Chaire de droit des contrats publics, juillet 2024, 303 p.

SÉJOURS DE RECHERCHE

Blacher Philippe

- Cours master 2 à l'Université Euromed, Fès (Maroc), 4 - 12 décembre 2024.

Di Roio Elise

- Auditrice à l'Académie de la Mer de Monaco : 1er juillet au 13 juillet 2024 à Monaco (formation).

Roux Christophe

- Université de Sao Paulo (USP) Brésil : Cours de droit de la régulation économique (master 2 - PITES), novembre 2024.
- Intervention au colloque : La disciplina delle coste in prospettiva comparata : natura giuridica, usi, pianificazione, F. di Lascio, G. della Cannanea, M. Gnes (dir.), Université d'Urbino - Italie, 12 décembre 2024.

SÉJOURS DE RECHERCHE (invités à l'EDPL)

Grossi Francesco

- Doctorant invité de l'Université de Bari - Italie. (22 janvier - 27 mars 2024)

Reinwald Ronja

- Doctorante invité à l'Université Friedrich-Alexander d'Erlangen-Nuremberg, (5 mars - 31 juillet 2024)

Imasato Kanako

- Professeur invité de l'Université Ryûkoku de Kyoto, Japon (1er avril 2024 - 27 mars 2025)

Borges Goncalves Santana

- Professeur invité de l'Université de Sao Paulo - Brésil (21 avril - 10 juillet 2024)

Gassabi Lyes

- Maître de conférences invité de l'Université d'Annaba - Algérie (6 mai - 31 mai 2024)

Florentini Sara

- Doctorante invitée de l'Université de Turin - Italie (3 juin - 22 décembre 2024)

Baisi Ilaria

- Doctorante invitée de l'Université de Florence - Italie (8 septembre - 12 octobre 2024)

Amou Prudence

- Doctorante invitée de l'Université d'Abomey calavi - Bénin (27 novembre - 14 décembre 2024)

DIRECTIONS ÉDITORIALES

Barbin Emilie

- Membre de l'équipe de rédaction et du comité de lecture de *Droit administratif* (LexisNexis) : depuis juill. 2019.
- Membre du comité de rédaction de la *Revue de droit public comparé* : depuis janv. 2024

Chamard-Heim Caroline

- Membre du comité de lecture de la *Revue de jurisprudence ALYODA* (Assoc. lyonnaise de droit administratif) : 2013-2019.
- Membre du comité de lecture de *Droit de la voirie - La revue des propriétés publiques* (anc. Annales de la voirie) : depuis 2019.
- Membre du Conseil scientifique de la chaire « Contrats publics », dir. prof. F. Lichère : depuis sept. 2020.
- Membre du Comité de rédaction de la *Revue Contrats et marchés publics* : depuis déc. 2021.

Couillerot Jérôme

- Membre du comité de rédaction de la *Revue Droit & Philosophie* (Dalloz)

Delgrange Xavier

- Rédacteur en chef des *Cahiers du CIRC*, www.circ.usaintlouis.be/la-recherche/home-v3/les-cahiers-du-circ/, depuis 2018
- Membre du Comité de rédaction de la *Revue Administration publique* (Trimestriel), Bruxelles, Larcier, depuis 1997
- Membre du comité de rédaction de la *Revue belge de droit constitutionnel*, Bruxelles, Bruylant, depuis 1994.

Eck Laurent

- Évaluation (en double aveugle) pour la *Revue du droit des religions* (n° spécial intitulé «École et religion» et coordonné par Monsieur Frédéric Dieu. 2023).

Lamy Valentin

- Membre du comité de rédaction des *Cahiers Portalis* depuis 2014.

Lichère François

- Direction de la chronique semestrielle de « Droit européen comparé des contrats publics », publiée au *BJCP* depuis 2023.

Meurant Cédric

- Membre du comité scientifique du *Bulletin de pratique et de droit de l'asile* (BPDA) : depuis 2024.
- Titulaire de la chronique semestrielle « Droit des étrangers », à *La Semaine juridique - édition Administration et collectivités territoriales* (JCP A).
- Coordinateur et membre du comité de lecture de la *Revue ALYODA* (Association Lyonnaise de Droit administratif) : depuis 2019.

Moliner-Dubost Marianne

- Membre du comité du comité scientifique de la revue *l'Actualité juridique. Collectivités territoriale* (Daloz), depuis 2019.
- Évaluatrice « Environnement » pour la *Revue québécoise de droit international* depuis 2021.

Philip-Gay Mathilde

- Membre du Comité de rédaction de la *Revue « droit des religions »*, CNRS éditions.

Ricou Benjamin

- Titulaire de la « Chronique jurisprudentielle annuelle de procédures fiscales » à la *Revue européenne et internationale de droit fiscal* (Bruylant), depuis 2017.

Roux Christophe

- Titulaire de la chronique annuelle « Droit administratif et Conv. EDH. 2. Jurisprudence administrative et Conv. EDH » à la *Revue française de droit administratif* (RFDA) : depuis 2023 (avec le Pr. L. Milano).
- Titulaire de la synthèse annuelle « Domaine public et privé » à la *Revue Droit de la voirie - La revue des propriétés publiques* : depuis 2019.
- Titulaire de la synthèse annuelle « Ouvrages et travaux publics » et « Travaux et ouvrages publics » à la revue *Droit de la voirie - La revue des propriétés publiques* : depuis 2019.
- Coordinateur de la chronique trimestrielle (avec le Pr. C. Chamard-Heim) « Propriétés publiques », à *La Semaine juridique - édition Administration et collectivités territoriales* (JCP A).
- Membre du comité de lecture de *Droit de la voirie - La revue des propriétés publiques* (anc. *Annales de la voirie*) : depuis 2019.

Stankiewicz Lukasz

- Membre du comité de rédaction de la *Revue européenne et internationale de droit fiscal* (REIDF), éditions Bruylant
- Membre du comité de rédaction de la *Revue Fiscalité internationale*, éditions Juristes & Fiscalistes Associés (JFA)
- Cotitulaire de la chronique trimestrielle « Coopération administrative et règlement de différends » à la *Revue Fiscalité internationale*.

Untermaier-Kerléo

- Coordination de la chronique de déontologie de la vie publique
- locale, rédigée avec Pierre Villeneuve et Luc Brunet, chronique semestrielle publiée dans la revue *JCP A* (depuis 2023)
- Membre du comité scientifique de la *Revue Actualité Juridique Fonctions Publiques* (AJFP) depuis 2023.

Youhnovski Sagon Anne-Laure

- Code de la laïcité et du fait religieux (dir. avec M. Philip-Gay et B. Beignier, parution en 2025).

Créée en 2020 par le Professeur François Lichère, (animée par trois chercheurs Post-doctoraux : Adéline Meynier, Alice Lassale, Rosalie le Moing et deux doctorants : Cédric Bernard et Fikahin Yéo) rattachée à l'Équipe de droit public de Lyon 3. La Chaire est une structure de recherches unique en son genre dans le domaine du droit des contrats publics.

Regroupant universitaires, acteurs institutionnels et entreprises titulaires de contrats publics, elle réalise des enquêtes de terrain donnant lieu à des rapports et à la formulation de recommandations sur des thèmes choisis en concertation avec tous ses membres.

Les travaux de la Chaire se sont poursuivis et densifiés en 2024 autour d'une nouvelle thématique de recherche : *Répartition et traitement des risques dans la commande publique* en juillet 2024, d'un séminaire sur *la commande publique et transition énergétique : La nouvelle donne ?* le 3 octobre 2024 suivi d'un colloque sur *les usages dans la commande publique* le 4 octobre 2024.



Rapport « Répartition et traitement des risques dans la commande publique »

A travers son septième rapport, la Chaire de droit des contrats publics entend analyser l'encadrement juridique et les pratiques relatives à l'identification, l'évaluation, la couverture, la répartition et le traitement des risques dans la commande publique.

Cette thématique soulève de nombreuses interrogations dont les principales tiennent à la définition même de la notion de risque, aux moyens de prévenir efficacement les risques et de parvenir à un partage équilibré de ceux-ci, ainsi qu'aux limites ou obstacles que peuvent connaître les juristes dans la répartition et la gestion des risques au sein de marchés publics ou de contrat de concession. En outre, la question de l'influence des principes fondamentaux de la commande publique sur la répartition et la gestion des risques se pose afin de déterminer si la mise en concurrence, la transparence et l'égalité de traitement des candidats ont ou non des répercussions en pratique.

L'objectif de la recherche est de déterminer les principaux risques auxquels sont confrontés en pratique les autorités contractantes et les opérateurs économiques dans leurs relations contractuelles, les modalités de répartition des risques et de leur traitement, ainsi que les éventuelles difficultés rencontrées, notamment pour parvenir à une répartition équilibrée et satisfaisante pour les deux parties.



Les constats

Au terme de l'étude, conduite grâce à 25 entretiens semi-directifs et trois sondages en ligne ayant recueillis 117 réponses auprès d'avocats, d'autorités contractantes et d'opérateurs économiques, la Chaire a pu dresser plusieurs constats tant en matière d'identification, d'évaluation et de couverture des risques, que de répartition et de gestion des risques, notamment (et sans être exhaustif) :

L'utilité de la matrice des risques, du sourçage et des compétences de management du risque (risk management) pour pallier les difficultés d'identification et d'évaluation des risques ;

Les difficultés assurantielles des acheteurs et autorités concédantes résultant d'un décalage entre le droit des assurances et le droit de la commande publique ;

Le souhait d'accroître la négociation, lorsque les procédures le permettent, pour parvenir à une répartition équilibrée des risques entre les parties ;

La recherche d'un principe de loyauté contractuelle en droit de la commande publique ;

Les difficultés liées à l'indemnisation du titulaire auprès de l'autorité contractante à la suite d'une faute d'un intervenant au cours de l'exécution d'un marché global à prix forfaitaire en raison de la jurisprudence Région Haute-Normandie du Conseil d'Etat.



Les recommandations

Dans ce contexte, la Chaire propose 3 axes de réflexions dans lesquels s'inscrivent 12 recommandations :

■ Former les agents des autorités contractantes et des opérateurs économiques à l'appréhension du risque avec une compréhension des attentes et des intérêts de chaque acteur de la commande publique.

■ Développer des emplois ou des services de management du risque et de management contractuel.

■ Publier un guide sur l'identification et la répartition des risques dans les contrats de la commande publique, idéalement par la DAJ, qui comporterait, notamment, une matrice des risques pouvant servir de modèle lors de négociations sur la répartition des risques pour certains marchés et contrats de concession.

■ Sécuriser le sourçage à travers une procédure conforme aux principes fondamentaux de la commande publique.

- Ouvrir, dans le cadre des procédures avec négociation, plus largement à la négociation la répartition des risques lors de la passation de certains marchés ou contrats de concession, dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique, à travers la publication d'un guide pratique, idéalement publié par la DAJ.
- Inscrire dans le Code de la commande publique (dans un article L.6-1) la bonne foi contractuelle tant dans la passation que dans l'exécution.
- Encadrer, pour les marchés à prix forfaitaire, la jurisprudence du Conseil d'Etat, Région Haute-Normandie
- Réviser le Code pénal pour insister sur la nécessité de l'élément moral pour caractériser un délit d'octroi d'avantages injustifiés ou de prise illégale d'intérêts.
- Former les agents des autorités contractantes au secteur des assurances.
- Recourir au sourcing et à l'assistance externe de spécialistes en assurance pour la définition des besoins des marchés d'assurance.
- Mettre à jour le Guide pratique pour la passation des marchés publics d'assurance des collectivités territoriales de la DAJ, publié en juin 2008 afin de promouvoir le recours à la procédure négociée pour la passation des marchés d'assurance et la mise en place de clause prévoyant des franchises pour l'assurée dans les marchés d'assurance.
- Modifier le Code des assurances et le Code de la commande publique pour préciser la jurisprudence du Conseil d'Etat Grand port maritime de Marseille en imposant un délai minimal de six mois pour une résiliation unilatérale à l'initiative de l'assureur et une motivation justifiant cette résiliation.

Liens utiles

Pour consulter le rapport complet de 303 pages : <https://chairedcp.univ-lyon3.fr/rapport-repartition-et-traitement-des-risques-dans-la-commande-publique>



Séminaire Franco-Italien : « *Commande publique et transition énergétique : La nouvelle donne ?* »

En collaboration avec l'Université de Turin et l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, la Chaire a organisé un séminaire sur les rapports qu'entretiennent la transition énergétique et la commande publique sous un angle comparatif franco-italien.

Les discussions ont porté sur l'identification des outils qu'offre la commande publique en faveur d'une transition énergétique, les obstacles et les réformes nécessaires à la simplification de la production d'énergie renouvelable ou d'un achat public durable.



Colloque annuel : « *Les usages dans la commande publique* »

En partenariat avec l'Institut des Usages, le 4^e colloque de la Chaire s'est déroulé à Lyon le 4 octobre 2024. L'attention s'est portée sur les usages dans la commande publique afin de déterminer le sens de cette notion, sa force normative et son contenu potentiel tout au long du cycle de vie des contrats de la commande publique (formation, exécution et fin).

Si la notion apparaît à quatre reprises dans le Code de la commande publique (art. R. 2112-14 et R. 2312-12 pour les marchés de fourniture de gaz et d'électricité ; art. R. 2192-17 et R. 3133-16 pour déroger au délai de paiement de 30 jours dans les marchés et les concessions), elle n'est en revanche définie ni par la loi, ni par la jurisprudence en droit de la commande publique.

Pour autant, la doctrine entrevoit dans les usages une pratique répétée ou généralisée de comportements propres à un secteur d'activité, une pratique dotée d'une force normative.

L'objectif du colloque est alors d'identifier les comportements répétés caractérisant des usages dans la commande publique, notamment en fonction de la typologie du contrat (marché classique, marché global, concession ; fournitures, services, travaux, etc.), ainsi que leur force normative afin de déterminer, par exemple, les usages dont la violation est sanctionnée par le juge de ceux dont le non-respect entraîne une sanction réputationnelle.



Remise de prix de thèse Steen Treumer

En 2023, La Chaire de droit des contrats publics a créé un prix de thèse de droit des contrats publics nommé « Prix Steen Treumer » du nom du professeur danois reconnu internationalement dans ce domaine.

Ainsi, lors de son colloque annuel du 4 octobre 2024, elle a décerné un prix de thèse à Madame Manon Zarpas pour sa thèse intitulée « *L'objet du contrat en droit administratif* »

Les activités continues annexes de la Chaire

En parallèle des rapports et du colloque annuel, la Chaire conduit chaque année plusieurs activités scientifiques :

La publication d'une revue mensuelle d'actualité du droit des contrats publics, intitulée *la lettre juridique des contrats publics* (LJCP): <https://chairedcp.univ-lyon3.fr/revues>

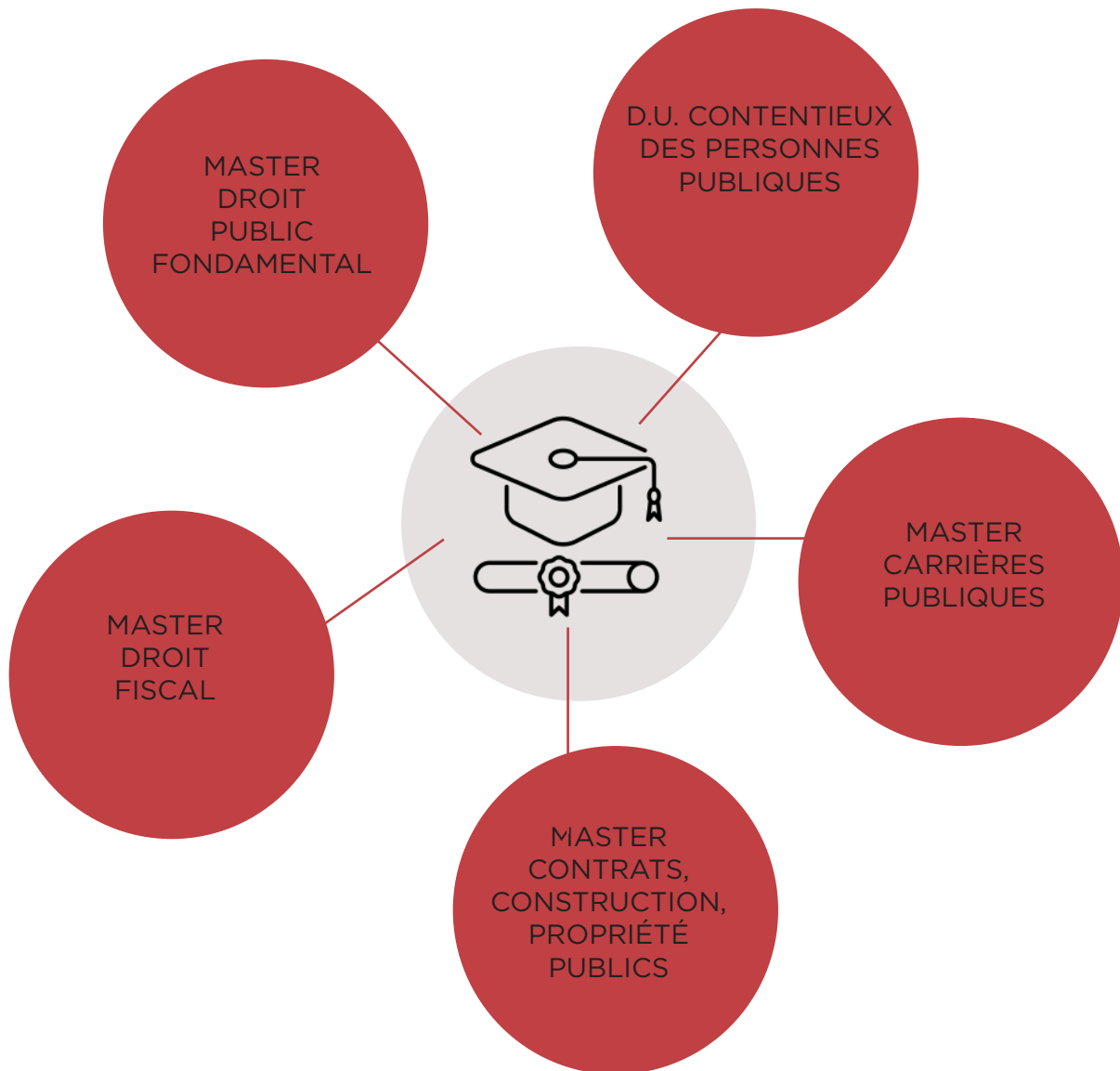
Depuis le 1er septembre 2023, la LJCP est remplacée par l'Essentiel du Droit des Contrats Publics publié sous forme de newsletter mensuelle. Les commentaires ne sont désormais disponibles qu'aux personnes ayant souscrit un abonnement à la Newsletter de la Chaire. En coopération avec des universitaires espagnols, italiens et portugais, la Chaire propose régulièrement au Bulletin Juridique des Contrats Publics des commentaires de décisions étrangères pouvant intéresser les juristes français: <https://www.bjcp.fr/>

La participation à plusieurs réseaux européens regroupant des universitaires spécialisés en droit des contrats publics, ceci afin d'améliorer l'expertise de droit comparé.

Monter des projets de recherche européen ou internationaux pour obtenir des financements sur une thématique d'actualité et créer des collaborations internationales. À ce titre, la Chaire a obtenu 25 000 euros de subventions de l'Agence universitaire de la Francophonie pour 2021-2022 pour travailler sur les contrats publics et l'environnement en lien avec les Universités de Turin, Genève, Lisbonne et Laval au Québec. Cela a permis une recherche comparée et des séminaires internationaux qui se sont déroulés à l'Université Lyon 3 pour échanger sur la réglementation et les différentes pratiques nationales quant à l'intégration des considérations environnementales dans les contrats publics. La recherche a permis de compléter le rapport sur les contrats publics et l'environnement.



SUPPORTS D.U., MASTERS ET DOCTORATS



Quatre masters et un D.U. de droit public sont adossés à l'EDPL

Commune à ces quatre masters et au D.U, la première année (M1) entend délivrer un socle de connaissances en vue d'une spécialisation progressive en deuxième année de master dans la mention droit public.

1- Master « Droit public fondamental » (dir. Pr. C. Chamard-Heim)

L'objectif de cette formation généraliste est double :

- Il s'agit de permettre aux étudiants d'entrer dans le monde du travail soit directement soit par la réussite à un concours (avocat ou concours administratifs) : la perspective d'emploi avec un taux d'employabilité fort dans le secteur public mais également dans le secteur privé qui recrute des juristes de droit public (de l'ordre de 95%) est donc au cœur de l'organisation de la formation ;
- Il s'agit également d'apporter aux étudiants un approfondissement de leurs connaissances dans les principales matières du droit public, de les initier à la recherche en droit et de leur permettre une première immersion dans le monde professionnel en leur offrant un stage en juridiction administrative. Certains étudiants se destinent à une thèse de doctorat au sortir du master 2 et, tous les ans, un ou deux d'entre eux sont retenus pour un contrat doctoral.

Les enseignements de deuxième année sont composés de cours et de séminaires (enseignements interactifs au cours desquels les étudiants sont invités à réfléchir collectivement aux différentes thématiques abordées). Ils sont, en règle générale, en lien direct avec les travaux scientifiques des enseignants-chercheurs. Les enseignements de droit public sont complétés par un enseignement de langue anglaise et un module d'insertion professionnelle. Les étudiants se voient confier des travaux de recherche dans le cadre de leur master. Le mémoire, tout d'abord, rédigé sous la direction d'un enseignant habilité à diriger les recherches, qui donne lieu à soutenance devant un jury composé de membres de l'équipe pédagogique. La confection de revues de presse juridiques mensuelles par matière et par groupe, ensuite, qui donnent lieu à diffusion sur les réseaux sociaux. L'organisation d'un colloque par les étudiants, également. Un travail de recherche fondamentale collectif d'analyse de la jurisprudence de la CAA de Lyon, enfin.

Un DU Contentieux des personnes publiques a ouvert cette année 2022-2023 qui permet aux étudiants de pratiquer la rédaction des actes de procédure contentieuse, mais aussi de les préparer au concours de magistrat administratif (spécialement à la note de rapporteur). Il est compatible avec le Master 2 DPF.

Enfin, ce master a été délocalisé en 2021 à l'université Saint-Joseph de Beyrouth (Liban), offrant à nos étudiants la possibilité d'y partir en mobilité pour le semestre 10, tout en validant leur master français.

2- Master « Contrats, construction, propriété publics » (dir. Pr. Ch. Roux)

Commune aux Masters « Droit public fondamental » et « Carrières publiques » l'année de Master 1 a pour objectif de consolider les connaissances dans

l'ensemble du droit public (interne, européen et international), certains cours étant plus spécifiquement dédiés à la poursuite du parcours en Master 2 (droit des contrats publics, droit de l'urbanisme, droit public des affaires...).

Depuis septembre 2022, l'année de Master 2 se déroule désormais en alternance (via contrat d'alternance rémunéré), les étudiants bénéficiant de 13-14 semaines (annuelles) de cours dédiés à la formation universitaire, le reste étant assuré en entreprise (entreprises privées de BTP ou de réseau, cabinets de conseil...), cabinets d'avocats, collectivités publiques (dans les services achats ; au sein des collectivités territoriales, organes centraux ou établissements publics) ou sociétés para-publiques (SPL, SEM...). La formation - faisant l'objet d'un suivi pédagogique et professionnel appuyé - permet ce faisant une intégration directe dans le monde du travail, le taux d'employabilité à l'issue de la formation étant de l'ordre de 95 %. Un rapport de recherche et de stage en fin d'année vient parachever la formation.

Quant à la formation universitaire, elle est dense (405 h de cours dédiés) et s'oriente vers la maîtrise complète des contrats de la commande publique (passation, exécution, contentieux), plus particulièrement celle des contrats à objets de travaux ou immobiliers, en lien avec le droit de la propriété publique, de la construction et de l'urbanisme. Une attention particulière est également portée aux aspects financiers des contrats publics. Les formations sont délivrées, pour plus de la moitié d'entre elles, par des praticiens (juristes en collectivités ou entreprises privées ; avocats) ; des enseignants extérieurs spécialisés et renommés viennent également y assurer des séminaires. La formation est complétée par des conférences, une formation en anglais et aux concours juridiques (note de synthèse) ainsi que la participation aux travaux de la clinique juridique.

3- Master « Carrières publiques » (dir. D. Catteau)

Le parcours « Carrières publiques » est professionnalisant. Il forme des étudiants se préparant à des emplois de gestionnaire et de cadre, de niveau A ou A+, dans les collectivités publiques et les entreprises publiques ou privées gestionnaires de service public.

Il permet de préparer les concours d'accès à la fonction publique nationale (Instituts Régionaux d'Administration, inspecteur des finances publiques, inspecteur des douanes, inspecteur du travail, etc.), à la fonction publique territoriale (administrateur territorial et attaché territorial), à la fonction publique hospitalière (EHESP) et à la sécurité sociale (EN3S).

Les métiers de l'administration ont connu depuis une trentaine d'années une profonde évolution tenant, d'une part, à la croissance des trois fonctions publiques (État, territoriale et hospitalière) et, d'autre part, à une modernisation de la gestion publique. Mais, la voie du concours reste la forme dominante de recrutement pour de nombreux emplois publics.

La réussite à ces concours administratifs passe par l'acquisition de techniques particulières qui ne sont pas enseignées dans les filières juridiques traditionnelles, comme la note de synthèse ou l'entretien avec le jury. Par ailleurs, l'accent est mis sur la nouvelle épreuve de « culture professionnelle » par le biais d'enseignements spécifiques et par des conférences organisées sur le thème des politiques publiques et animées par des professionnels (élus ou fonctionnaires). Enfin, cette formation n'est pas qu'une simple préparation aux concours : elle est également diplômante.

4- Master « Droit fiscal » (dir. G. Cavalier et B. Ricou)

Le Master Droit Fiscal est une formation d'excellence qui vise à former des spécialistes de haut niveau en droit fiscal. Cette formation repose sur une approche globale et approfondie des questions fiscales, tout en intégrant, en première année, les domaines connexes tels que la comptabilité, le droit des sociétés, le droit international privé ou encore le droit de la concurrence, le droit du numérique et le droit pénal des affaires.

Le Master Droit Fiscal est placé sous la codirection de deux enseignants-chercheurs : Benjamin Ricou (MCF en droit public, Univ. Lyon III) et Georges Cavalier (MCF HDR en droit privé, Univ. Lyon III). Il est co-rattaché au plan de la recherche à l'Equipe de droit public de Lyon (EDPL) et, en son sein au Centre d'Etudes et de Recherches Financières et Fiscales (CERFF), ainsi qu'à l'Equipe Louis Josserand (ELJ).

À ce titre, plusieurs manifestations scientifiques de haut niveau ont été organisées dans le cadre du Master ou avec son appui.

L'enseignement est dispensé par des universitaires et des professionnels afin de garantir une formation en phase avec les attentes du marché de l'emploi. L'objectif de la formation est de permettre aux étudiants d'acquérir des compétences juridiques avancées, de maîtriser les techniques professionnelles et d'approfondir leurs connaissances en droit fiscal des entreprises et des particuliers.

L'admission à ce Master est sélective et s'adresse aux étudiants ayant validé une licence (L3), en droit privé ou en droit public. Il est également ouvert aux professionnels disposant d'une L3 ou bénéficiant d'une Validation des Acquis Professionnels (VAP) ou d'une Validation des Acquis de l'Expérience (VAE).

Le programme du Master est structuré de manière progressive. La première année permet d'acquérir un socle de connaissances solides en droit fiscal et financier afin de préparer à une spécialisation en deuxième année. Les enseignements de Master 2 couvrent divers domaines très spécifiques tels que la fiscalité des prix de transfert, la fiscalité des nouvelles technologies, la fiscalité locale et des personnes publiques ainsi la fiscalité douanière. D'autres matières essentielles telles que la fiscalité des groupes de sociétés,

la fiscalité européenne et internationale, la fiscalité patrimoniale ainsi que le contrôle et contentieux fiscal sont également dispensés.

L'expérience professionnelle constitue un élément central du Master Droit Fiscal. Les étudiants ont l'opportunité de participer à des rencontres régulières avec des professionnels du secteur, parmi lesquels des avocats, des fiscalistes, des experts-comptables et des magistrats.

De plus, les étudiants ont la possibilité d'effectuer des stages, y compris à l'étranger, notamment au Luxembourg ou en Suisse. La réalisation d'un stage est obligatoire en seconde année de Master mais les étudiants ont également la possibilité de préparer un mémoire de recherche, qui remplace le rapport de stage.

Les débouchés professionnels de cette formation sont variés et permettent aux diplômés d'accéder à des postes d'avocat spécialiste en droit fiscal et douanier (après CAPA), de fiscaliste d'entreprise, d'institution financière ou bancaire, de fiscaliste d'organisation professionnelle, associative, d'institution consulaire, de fiscaliste en collectivité ou organisme public ou para-public, de fiscaliste en cabinet d'expertise-comptable ou encore d'agent de la fonction publique d'État (DGFIP, douanes, juridictions administratives).

Enfin, le Master Droit Fiscal bénéficie du soutien de l'Association de Droit Fiscal (ADF) Lyon III, qui favorise l'insertion professionnelle des étudiants en développant des liens avec le monde professionnel. Cette association organise divers événements, diffuse des offres de stages et d'emplois et participe à la promotion du diplôme. Elle joue un rôle clé en maintenant une dynamique entre les promotions successives et en assurant une communication fluide entre les étudiants et les anciens diplômés.

Le Master Droit Fiscal s'impose ainsi comme une formation de référence, alliant excellence académique et professionnalisation, afin de répondre aux exigences d'un secteur en constante évolution.

5- D.U. Contentieux des personnes publiques (dir. Pr. Chamard-Heim et C. Meurant)

Cette formation poursuit deux objectifs :

1°) elle s'adresse aux étudiants désireux de connaître ou d'approfondir la pratique du contentieux administratif dans la perspective de leurs futures carrières d'avocats ou de juristes au sein d'une administration ou d'une entreprise publique. Ce diplôme doit aussi permettre aux étudiants envisageant de se lancer dans une thèse en contentieux d'approfondir leurs connaissances.

2°) elle a également pour objet de préparer les étudiants qui souhaitent devenir magistrats administratif ou financier aux difficiles concours de conseiller des tribunaux (TA) et cours administratives d'appel (CAA) ou de conseiller des chambres régionales des comptes (CRC).

Ce faisant, ce diplôme vient combler un véritable manque dans l'offre universitaire de la région Auvergne-Rhône-Alpes. En effet, ces formations au contentieux des personnes publiques demeurent encore rares alors même que les professionnels recherchent tout particulièrement des étudiants parfaitement formés au contentieux. En outre, il n'existe en l'état pas dans notre région de prépa' aux concours des magistratures administrative et financière, obligeant ainsi les étudiants de la région de plus en plus nombreux à passer ces concours à se déplacer pour les préparer ou à recourir à des organismes privés proposant des formations onéreuses.

Cette formation s'adresse tout d'abord aux étudiants inscrits en parallèle en Master 2 de la mention Droit public, au sein desquels les étudiants du parcours Droit public fondamental auront un droit de priorité. C'est la raison pour laquelle il a été rendu totalement compatible avec lui en organisant les cours du module général « socle » et du module complémentaire tous les vendredis de l'année universitaire ainsi que, pour les trois concours blancs, les samedis. Ces jours-là sont banalisés pour le parcours Droit public fondamental.

Pour les autres étudiants de la mention, en dehors de ceux inscrits en Droit public fondamental, il convient de solliciter l'accord du directeur du parcours préalablement à la candidature, afin de vérifier que l'emploi du temps mobilisant les vendredis à partir de la mi-novembre est bien compatible avec votre diplôme.

Ce DU s'adresse également à tous les étudiants déjà titulaires d'un Master en Droit public, quelle qu'en soit la spécialité et qui sont désireux de se perfectionner en droit du contentieux ou de se préparer au concours de magistrat administratif

Ayant pour but de préparer les étudiants à de difficiles concours de la haute fonction publique, ce diplôme est ouvert aux étudiants « Talents » et boursiers.

Enfin, et pour faciliter la préparation de ces concours, le diplôme est ouvert à un effectif restreint d'étudiants (25 maximum).

S'agissant du programme de ce D.U. il est structuré autour de deux modules :

1°) Un module général socle obligatoire, diplômant : articulé autour de 110 heures de cours dispensées entre les mois de novembre et d'avril, il a pour finalité de donner aux étudiants une vision pratique et complète du

contentieux administratif dans ses différentes branches. Ainsi, ce module préparera à la rédaction de requêtes de première instance, d'appel ou de cassation, la rédaction de jugements ou encore proposera des études de cas réalisées à partir de dossiers provenant des juridictions, et ce tant en contentieux administratif général qu'en contentieux administratif spécial, en contentieux constitutionnel, en procédure civile, en contentieux fiscal ou financier, etc.

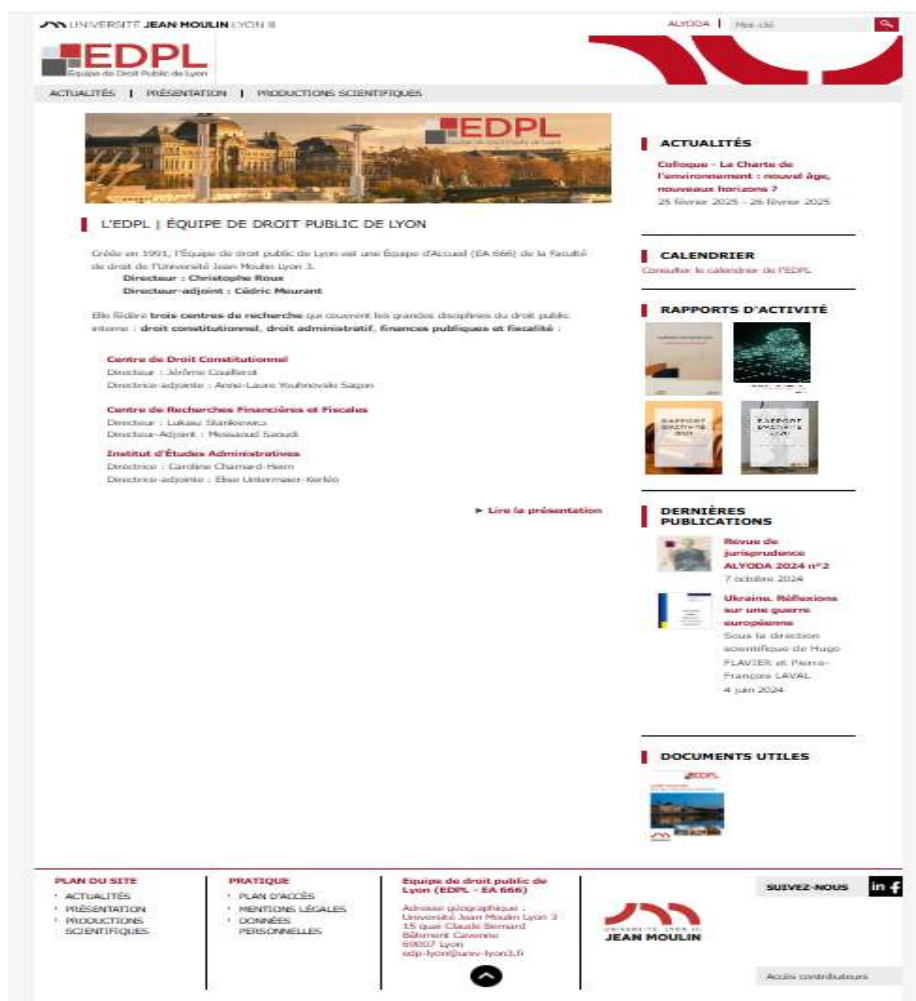
2°) Un module complémentaire facultatif : accessible seulement avec le module général socle, ce second module de 93 heures de cours dispensées entre les mois de novembre et de juillet est plus spécifiquement dédié à la préparation aux concours de magistrats administratif (concours de recrutement direct des magistrats des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel) et financier (concours de conseiller des chambres régionales des comptes). Ainsi, ce module prévoit, outre de la méthodologie et du tutorat, de nombreux entraînements aux épreuves de ces concours : s'agissant des épreuves d'admissibilité : quatorze notes de rapporteur sur l'année et trois concours blancs ; s'agissant des épreuves d'admission, des préparations aux oraux.

La formation dispensée dans le cadre de ce diplôme faite en lien avec les juridictions administratives locales - le tribunal administratif et la cour administrative d'appel de Lyon - avec lesquelles la Faculté de droit entretient depuis longtemps une solide coopération par le biais notamment de l'association ALYODA et de sa revue (Association Lyonnaise de droit administratif). Ainsi, le programme de ces deux formations a été élaboré en étroite collaboration avec Gilles Hermitte, Conseiller d'État, président de la Cour administrative d'appel de Lyon, et ancien membre du jury du concours de recrutement direct des magistrats des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel. De même, la grande majorité des enseignements dispensés dans cette formation sera assurée par des magistrats administratifs, ainsi que par des avocats et des juristes.

SITE INTERNET

L'EDPL dispose d'un site internet, régulièrement mis à jour, permettant un regard sur l'ensemble de l'activité de l'équipe. Véritable vitrine, beaucoup de documents et de données sont disponibles sur ce site : manifestations, actualités, présentations des différents centres de recherches et des membres de l'Équipe, répertoire des productions scientifiques. Certaines manifestations scientifiques sont désormais disponibles en streaming sur le site.

Lien : <https://edpl.univ-lyon3.fr/>



◆ RÉSEAUX SOCIAUX

La page [LinkedIn](#) compte **3007 abonnés**



La page [X](#) de l'EDPL compte **1765 abonnés**



FONDS DOCUMENTAIRE

L'EDPL met à la disposition de ses doctorants et enseignants-chercheurs un fonds documentaire : dans cet espace de travail, vous trouverez revues et ouvrages de droit public en libre accès pour une consultation sur place et disponibles à l'emprunt pour les membres de l'Équipe.

Le fonds documentaire se renouvelle à longueur d'année : revues et publications récentes rejoignent régulièrement les étagères de la salle et viennent alimenter les ressources

disponibles.

À la date du 15 février 2025, ce sont plus de 2000 ouvrages qui sont répertoriés dans notre catalogue, qui est accessible au secrétariat de l'EDPL.

Composé de deux salles, le fonds documentaire assure à nos doctorants un lieu de travail calme et studieux, et leur permet d'avoir à disposition un grand nombre de ressources.



A N N E X E S



ORGANIGRAMME

ÉQUIPE DE DROIT PUBLIC DE LYON (EDPL EA666)

Directeur : Christophe Roux, Professeur de droit public

Directeur adjoint : Cédric Meurant, Maître de conférences en droit public

Gestionnaire administrative et financière : Alexandra Gasmi

Gestionnaire administratif et financier : Arnaud Awadé Obossou

Institut d'Études Administratives (IEA)

Directrice : Caroline Chamard-Heim, Professeur de droit public

Directrice adjointe : Élise Untermaier-Kerleo, Maître de conférences HDR en droit public

Membre d'honneur : Sylvie Caudal, Professeur émérite de droit public

Enseignants-chercheurs:

Caroline Chamard-Heim, Professeur de droit public

Élise Untermaier-Kerleo, Maître de conférences HDR en droit public

Hervé de Gaudemar, Professeur de droit public,

François Lichère, Professeur de droit public

Cédric Meurant, Maître de conférences en droit public

Marianne Moliner-Dubost, Maître de conférences HDR en droit public

Christophe Roux, Professeur de droit public

Jérôme Travard, Maître de conférences en droit public

Christophe Testard, Professeur de droit public

Enseignants-chercheurs et chercheurs associés:

Kamal Al Hamidawi, Maître de conférences en droit public, Université de Sumer, Irak

Émilie Barbin, Professeure de droit public, Université de Grenoble

Valentin Lamy, Maître de conférences en droit public, Université de Bourgogne

Pierre Levallois, Maître de conférences en droit public, Université de Clermont-Ferrand

Fernando Menezes de Almeida, Professeur de droit public, Université de São Paulo

Adeline Meynier Pozzi, Docteur en droit public, Chaire des contrats publics, EDPL

Paul-Maxence Murgue-Varoquier, Juriste-consultant (CRIDON)

Stéphanie Trincal, Juriste-consultant (CRIDON)

Alice Lassale, Docteure en droit public

Xavier Delgrange, Maître de conférences, Université Catholique de Louvain, Conseiller d'Etat (Belgique)

Mohesh Balnath, Maître de conférences en droit public, enseignant contractuel, Université Grenoble Alpes

Gilles Hermitte, Conseiller d'Etat, Président de la CAA de Lyon

Régis Fraisse, Conseiller d'Etat

Jocelyn Bonjour, Professeur des universités à l'INSA Lyon

Centre de Droit Constitutionnel (CDC)

Directeur : Jérôme Couillerot, Professeur de droit public

Directrice adjointe : Anne-Laure Youhnovski Sagon, Maître de conférences en droit public

Enseignants-chercheurs :

Jérôme Couillerot, Professeur de droit public

Anne-Laure Youhnovski Sagon, Maître de conférences en droit public

Laurent Eck, Maître de conférences en droit public

Émilie Marcovici, Maître de conférences en droit public

David Mongoin, Professeur de droit public

François Robbe, Maître de conférences en droit public, HDR

Philippe Blacher, Professeur de droit public

Mathilde Philip-Gay, Professeure de droit public

Enseignants-chercheurs et chercheurs associés :

Benjamin Lecoq-Pujade, Professeur de droit public, Université de Strasbourg

Sébastien Benetullière, Docteur en droit

Alexis Le Quinio, Professeur de droit public, Université de Limoges

Karine Roudier, Maître de conférences en droit public, Sciences-Po Lyon

Nina Stocco Ranieri, Professeure en droit public, Université de São Paulo - USP

Arthur Braun, Maître de conférences en droit public, Université Catholique de Lyon

Gregory Blich, Maître de conférences en droit public (Sciences Po Lyon)

Centre de Recherches Financières et Fiscales (CERFF)

Directeur : Lukasz Stankiewicz, Professeur de droit public

Directeur adjoint : Messaoud Saoudi, Maître de conférences HDR en droit public

Enseignants-chercheurs :

Lukasz Stankiewicz, Professeur de droit public

Messaoud Saoudi, Maître de conférences HDR en droit public

Christelle Ballandras-Rozet, Maître de conférences en droit public

Damien Catteau, Maître de conférences en droit public

Benjamin Ricou, Maître de conférences en droit public

Enseignants-chercheurs et chercheurs associés :

Weheline Aguemon, Docteur en droit public, ENA Bénin

Aurélien Dort, Maître de conférences en droit public, Université de Lorraine

Stéphane Glogowski, docteur en droit, responsable de la Revue de jurisprudence fiscale

CENTRE DE DROIT CONSTITUTIONNEL

Université Jean Moulin Lyon 3
15 quai Claude Bernard
Bâtiment Cavenne
69007 Lyon

tel : 04 26 31 89 31 / mail : edp-lyon@univ-lyon3.fr

site internet : <https://edpl.univ-lyon3.fr/centre-de-droit-constitutionnel>



DOCTORANTS DU CENTRE DE DROIT CONSTITUTIONNEL

Alforjani Sara
Baldy Guilhem
Boisseau Diane
Dimanche Delva
Fontaine Marie
Garnier Guillaume
Gautier Jean-François
Harbuta Laurine
Jacobs Rémi
Le Helloco Sofia
Piat Estéban
Vidal Swann

INSTITUT D'ÉTUDES ADMINISTRATIVES

Université Jean Moulin Lyon 3
15 quai Claude Bernard
Bâtiment Cavenne
69007 Lyon

tel : 04 26 31 89 31 / mail : edp-lyon@univ-lyon3.fr

site internet : <https://facdedroit.univ-lyon3.fr/institut-d-etudes-administratives>



DOCTORANTS DE L'INSTITUT D'ÉTUDES ADMINISTRATIVES

Bernard Cédric
Cerqueira Lola
Clerc Leana
Cottier Cécile
Gaudel Amélie
Grolet Mathilde
Grossi Francesco
Lambert Arthur
Massot Maxime
Renard Ulysse
Salenne-Bellet Julie
Yéo Fikahin

**CENTRE D'ÉTUDE ET DE RECHERCHES
FINANCIÈRES ET FISCALES**

Université Jean Moulin Lyon 3
15 quai Claude Bernard
Bâtiment Cavenne
69007 Lyon

tel : 04 26 31 89 31 / mail : edp-lyon@univ-lyon3.fr

site internet : <https://edpl.univ-lyon3.fr/centre-d-etudes-et-de-recherches-financieres-et-fiscales>



**DOCTORANTS DU CENTRE D'ÉTUDE ET DE RECHERCHES FINANCIÈRES
ET FISCALES**

Alioune Berthé Badara
Akid Youssef
Barro Alexandre
Chauveau Alice
Di Roio Élise
Djebbewesson Fiacre
Guedj Nathan
Gueye Ndiamé
Koumba Hounsou Presley
Mambo Bocka Dreyimme Warelle
Munoz Lucie
Traore Kassoum

Consulter le rapport entier [ici](#)



Évaluation de la recherche

RAPPORT D'ÉVALUATION DE L'UNITÉ
Équipe de Droit Public de Lyon – EDPL

SOUS TUTELLE DES ÉTABLISSEMENTS ET
ORGANISMES :
Université Jean Moulin Lyon 3

CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2019-2020
VAGUE A

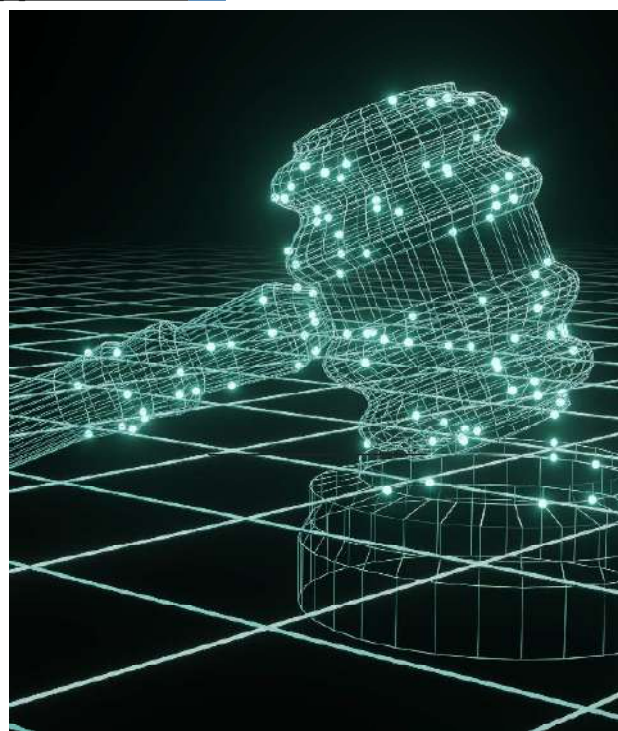
Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur

RAPPORTS D'ACTIVITÉS DE L'EDPL 2022&2023

[Consulter le rapport 2023 ici](#)



[Consulter le rapport 2022 ici](#)



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2022
ÉQUIPE DE DROIT PUBLIC DE LYON



RAPPORTS D'ACTIVITÉS DE L'EDPL 2020 & 2021

[Consulter le rapport 2021 ici](#)



[Consulter le rapport 2020 ici](#)

